

Ce que dit réellement *Mein Kampf*

**Texte établi et annoté par Thierry FERAL
à partir de la 17^e édition de 1943,
Zentralverlag der NSDAP,
Franz Eher Nachf., Munich, 784 pages**

**© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / mai 2016**

Toute utilisation de cette traduction doit être dûment référencée

*Avant d'aborder la lecture de ce texte redoutable,
nous recommandons vivement celle de l'article
« Lire Mein Kampf d'Adolf Hitler »,
sur ce même site.*

Premier volume (1925)

Chap. 4 : Munich

C'est au printemps 1912 que je m'établis définitivement à Munich¹.

La ville elle-même m'était aussi connue que si j'avais déjà séjourné dans ses murs depuis des années. Cela s'expliquait par mes études qui m'avaient continuellement conduit à me référer à cette métropole de l'art allemand. Non seulement on n'a pas vu l'Allemagne quand on ne connaît pas Munich, mais surtout on ne sait rien de l'art allemand si l'on n'a pas vu Munich.

En tout cas, cette période précédant la guerre fut la plus heureuse et de loin la plus riche en satisfactions de ma vie. Bien que mes revenus aient encore été bien limités², il n'était pas question pour moi de cantonner ma vie à la peinture mais simplement de peindre pour m'assurer la possibilité de vivre et mieux encore pour me permettre de poursuivre mes études³. J'étais habité par la conviction que finirait par venir le jour où je parviendrais au but que je m'étais fixé. Et rien que cela me faisait supporter sans peine et avec désinvolture tous les petits soucis qui jalonnaient mon existence quotidienne.

¹ En réalité, fin mai 1913 ; sur ce « mensonge », voir Lionel Richard, *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, pp. 102-112.

² Hitler gagnait sa vie en vendant des aquarelles de monuments munichoises qu'il réalisait généralement à partir de cartes postales.

³ Son projet était d'étudier encore pendant trois ans pour devenir architecte urbaniste dans le prestigieux cabinet de Jakob Heilmann et de son gendre Max Littmann ; cf. François Delpla, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999, pp. 48-49.

Il convient de rajouter que, pratiquement dès la première heure de mon séjour, je me pris de passion pour cette ville comme jamais encore pour un autre lieu de ma connaissance. Une ville allemande ! Quel contraste avec Vienne ! Je fus pris de nausées rien qu'en repensant à cette Babylone où se mêlaient les races. Et puis il y avait le dialecte, si proche du mien qu'il me rappelait ma prime jeunesse, surtout lorsque je me trouvais en compagnie de natifs de Basse-Bavière⁴. Il y avait certes des milliers de choses qui m'étaient ou me devinrent chères et précieuses. Mais ce qui me fascinait, c'était le merveilleux mariage de vitalité primitive et de raffinement artistique⁵ qui unissait indissolublement la brasserie *Hofbräuhaus*⁶ à la place de l'Odéon⁷, la Fête de la Bière d'Octobre⁸ à la Pinacothèque⁹, etc... Que je sois aujourd'hui attaché à cette ville plus qu'à n'importe quel autre coin de terre en ce monde tient sans doute au fait qu'elle est et demeure intimement liée à l'évolution de ma propre existence ; mais que j'aie eu dès cette époque le bonheur d'y trouver une véritable satisfaction intérieure revint exclusivement à la magie que ne peut qu'exercer la magnifique capitale des Wittelsbach¹⁰ sur tout individu doté non seulement de raison spéculative mais aussi de sensibilité affective.

Ce qui m'attirait le plus en dehors de mon activité professionnelle, c'était là encore l'étude des événements politiques quotidiens, et plus spécifiquement de ceux qui relevaient de la politique étrangère. J'en vins à m'y intéresser par le biais de la politique conduite par l'Allemagne en matière d'alliance ; alors que je vivais encore en Autriche, je la considérais déjà comme totalement erronée. Toutefois, à Vienne, je n'avais pas pris la pleine mesure de l'aveuglement du Reich. J'avais à l'époque tendance à croire — ou peut-être avais-je inventé cela en guise d'excuse — qu'on n'ignorait probablement pas à Berlin à quel point l'allié serait en réalité faible et peu fiable, mais que, pour des raisons plus ou moins mystérieuses, on refoulait cette évidence afin de ne pas porter atteinte à une politique d'alliance instaurée jadis par Bismarck¹¹ et dont la rupture brutale n'était en rien souhaitable, sachant qu'il y avait là matière à donner l'éveil à l'étranger aux aguets¹², ou à affoler le petit-bourgeois à travers le pays.

Toutefois en fréquentant les gens, notamment ceux du peuple, il ne me fallut guère de temps pour comprendre — à ma grande frayeur — que ce que je croyais était faux. Je fus sidéré de constater que partout, y compris dans les milieux d'ordinaire bien informés, on n'avait pas la moindre idée de ce qu'était la monarchie habsbourgeoise. Particulièrement au sein des classes populaires, on se berçait de l'illusion que l'allié pouvait être tenu pour une puissance digne de confiance qui saurait immédiatement se montrer à la hauteur à l'heure du péril. La masse considérait toujours la monarchie comme un État « allemand » sur l'appui duquel on croyait pouvoir compter. On était d'avis que, à l'instar de l'Allemagne, sa puissance

⁴ Voir *Ce que dit réellement Mein Kampf*, premier vol., chap. 3, section, p. 28.

⁵ La conjugaison du dionysiaque et de l'apollinien dont parlait Nietzsche.

⁶ Où Hitler avait proclamé le *Programme en 25 points de la NSDAP* (24 février 1920) et organisera plusieurs conférences politiques jusqu'en 1928.

⁷ Aménagée par l'architecte néoclassique Leo von Klenze (1784-1864), la place historique par excellence de la ville de Munich.

⁸ La célèbre *Oktoberfest*, instituée en 1810 par le roi Maximilien 1^{er} de Bavière (1756-1825) pour honorer le mariage de son fils, le futur Louis 1^{er} (1786-1868).

⁹ Fondée en 1826 par Louis 1^{er} de Bavière, abrite une des plus riches collections de peinture classique.

¹⁰ Dynastie régnante de Bavière de 1180 à 1918.

¹¹ « Duplice » (*Zweibund*) conclue entre l'Allemagne et l'Autriche le 7 octobre 1879.

¹² C'est-à-dire la France, à l'affût d'une occasion de revanche qui lui permettrait, après sa défaite de 1871, de reprendre possession de l'Alsace-Lorraine.

était proportionnelle au nombre de ses habitants¹³, et on oubliait complètement que premièrement l'Autriche avait depuis belle lurette cessé d'être un État allemand¹⁴, et que deuxièmement la situation intérieure de cet empire ne cessait de se déliter d'heure en heure.

J'avais alors une bien meilleure connaissance de cette structure étatique que la soi-disant « diplomatie » officielle qui, comme presque toujours, s'acheminait à l'aveuglette et en titubant vers un destin fatal ; car l'état d'esprit du peuple n'était jamais que l'émanation de ce dont le pouvoir gavait l'opinion publique. Or le pouvoir rendait à l'« allié » un culte comparable à celui du Veau d'or¹⁵, espérant sans doute qu'une attitude cordiale à son égard compenserait son manque d'honnêteté. Partant, on prenait toujours ce qu'il affirmait pour argent comptant.

Déjà à Vienne, la colère s'emparait de moi quand j'observai la différence qui de temps en temps apparaissait entre le discours officiel des hommes d'État et le contenu de la presse viennoise. Et encore Vienne était-elle toujours, du moins en apparence, une ville allemande. Mais comme les choses étaient différentes dès qu'on quittait Vienne ou carrément l'Autriche allemande pour se rendre dans les provinces slaves de l'Empire ! Il suffisait de prendre en main les journaux de Prague pour savoir comment on jugeait là-bas cette bouffonnerie grandiose qu'était la Triplice¹⁶. Ce « chef-d'œuvre diplomatique » y était l'objet de cinglantes railleries et d'un féroce mépris. Alors même que régnait la paix et que les deux empereurs étaient en train d'échanger des baisers d'amitié, on y proclamait à qui voulait l'entendre que cette alliance rendrait l'âme le jour où l'on tenterait de la faire passer du clinquant idéaliste du mythe des Nibelungen¹⁷ à la réalité pratique.

Comment concevoir que, quelques années plus tard — à l'heure où les alliances allaient devoir démontrer leur efficacité —, on se soit scandalisé du fait que l'Italie, se retirant brusquement de la Triplice, ait laissé en plan ses deux associés pour finalement se retourner contre eux ! Que l'on ait pu croire auparavant, ne serait-ce qu'une seule minute, qu'un tel miracle était possible, à savoir le miracle qui ferait que l'Italie combattrait aux côtés de l'Autriche, ne pouvait que laisser pantois quiconque n'était pas frappé de cécité diplomatique¹⁸. Pourtant, en Autriche même, les choses n'évoluaient pas d'un iota.

¹³ À la veille de la Première Guerre mondiale, l'empire des Habsbourg était le troisième État européen par sa population, derrière l'Allemagne ; mais à la différence de celle-ci, dont l'énorme majorité était prête à faire bloc derrière Guillaume II (*Burgfrieden*), l'empereur François-Joseph régnait sur une entité en déliquescence où s'exacerbaient les conflits entre Vienne et les minorités.

¹⁴ La population allemande représentait 23,4% de l'ensemble de la population de l'empire. Elle était essentiellement concentrée dans la zone de l'Autriche actuelle.

¹⁵ Voir *Ancien Testament*, « Exode », chap. XXXII.

¹⁶ « *Dreibund* » ; renforcement de la Duplice (cf. note 11) par un pacte d'alliance avec l'Italie conclu le 20 mai 1882 et renouvelé en 1887 ; durant la Première Guerre mondiale, l'Italie commencera par se déclarer neutre, puis quittera la Triplice le 3 mai 1915 pour entrer en guerre contre ses anciens partenaires le 23 mai.

¹⁷ Dès le XIII^e siècle, l'épopée des Nibelungen avait connu un très grand succès, amplifié au XIX^e par August Wilhelm Schlegel (1767-1845) qui y voyait l'équivalent allemand des récits homériques, Friedrich Hebbel (1813-1863) et Richard Wagner (1813-1883) ; le 29 mars 1909, lors d'un discours devant le Parlement du Reich, le chancelier Bernhard von Bülow forgera le terme de *Nibelungentreue* (fidélité inconditionnelle conforme à l'esprit des Nibelungen) pour désigner le soutien indéfectible que l'Allemagne était prête à apporter à son allié autrichien qui venait d'annexer la Bosnie-Herzégovine (alors que l'Angleterre et la Russie soutenaient l'Empire Ottoman) ; l'expression sera reprise en 1914 par Guillaume II et François-Joseph pour souligner leur détermination à mener la guerre côte à côte.

¹⁸ Il existait un contentieux entre les deux pays à propos des « territoires irrédents », c'est-à-dire appartenant à l'empire des Habsbourg mais réclamés en tant qu'italiens par les nationalistes transalpins ; en outre, bien que partenaire de la Triplice, l'Italie entretenait depuis 1896 (reconnaissance du protectorat français sur la Tunisie) de très bonnes relations avec la France.

En Autriche, seuls les Habsbourg et les pangermanistes¹⁹ étaient partisans de l'alliance. Les Habsbourg par calcul et contrainte, les pangermanistes en toute bonne foi et... par stupidité politique. En toute bonne foi car ils croyaient que, en défendant la Triplice, ils rendaient un grand service au Reich allemand et aidaient à le consolider et à garantir sa sécurité ; par stupidité politique parce que, non contents de complètement passer à côté de leur objectif initial, ils contribuaient au contraire à enchaîner le Reich à un État-cadavre qui ne pouvait que précipiter l'un comme l'autre dans l'abîme, et surtout parce que, à terme, cette alliance les vouaient irrémédiablement à la dégermanisation. De fait, en estimant que leur alliance avec le Reich les mettait à l'abri d'une ingérence de sa part, et ce malheureusement à juste titre, les Habsbourg avaient la possibilité de mettre en œuvre beaucoup plus facilement sinon en toute quiétude leur politique intérieure de refoulement progressif de la germanité. Non seulement on n'avait pas besoin de redouter une protestation du gouvernement du Reich qui s'en tenait à sa fameuse « objectivité »²⁰, mais on pouvait aussi, en arguant de l'alliance, clouer immédiatement le bec à la communauté austro-allemande dès qu'elle voulait se rebiffer contre la façon par trop abjecte dont se déroulait la slavisation.

Que restait-il à faire à l'Allemand d'Autriche à partir du moment où les Allemands du Reich eux-mêmes accordaient soutien et confiance au gouvernement des Habsbourg ? Devait-il résister, au risque de se voir alors stigmatisé par l'ensemble de l'opinion allemande en tant que traître à sa propre communauté ethnique ? Lui qui faisait depuis des décennies d'inouïs sacrifices pour précisément défendre cette communauté ethnique ?

Mais quelle valeur possédait cette alliance si elle impliquait l'éradication de la germanité de la monarchie habsbourgeoise ? La valeur de la Triplice pour l'Allemagne ne dépendait-elle pas directement du maintien de la prédominance allemande en Autriche ? Comment pouvait-on réellement croire que cette alliance serait viable même avec un empire habsbourgeois slavisé ?

L'attitude de la diplomatie allemande officielle comme celle de l'opinion publique en ce qui concernait le problème des nationalités en Autriche ne relevait plus de la bêtise mais carrément de la démence ! On s'en remettait à l'alliance, on faisait reposer sur elle l'avenir et la sécurité d'un peuple comptant soixante-dix millions d'individus — tout en étant témoin de la destruction manifeste de l'unique assise possible pour cette alliance à laquelle se livrait méthodiquement et imperturbablement d'année en année le partenaire. Il était évident que le jour viendrait où certes existerait toujours un « traité » avec la diplomatie viennoise mais où l'aide attendue de l'empire en tant qu'allié resterait lettre morte.

Concernant l'Italie, c'était de toute façon le cas depuis le début.

Si on avait en Allemagne étudié de plus près l'histoire et si on s'était un peu plus consacré à la psychologie des peuples, il ne fait pas de doute qu'on n'aurait pas cru une seule minute que le Quirinal²¹ et la Hofburg viennoise²² en viendraient un jour à combattre coude à coude. L'Italie aurait préféré se voir dévastée par un volcan plutôt que de tolérer que son gouvernement envoie ne serait-ce qu'un seul Italien sur le champ de bataille de l'État des Habsbourg si fanatiquement détesté, à moins que ce ne soit en tant qu'adversaire. J'ai plus d'une fois à Vienne vu éclater le mépris

¹⁹ Hitler écrit « *die Deutschen* », ici aphérèse de « *die Alldeutschen* ».

²⁰ Cf. sur ce même site, *Ce que dit réellement Mein Kampf*, premier vol., chap. 3, section 2, pp. 17, 18, 20, 24.

²¹ Palais à Rome où résidaient alors les rois d'Italie.

²² Le palais impérial

passionné ainsi que la haine incommensurable avec laquelle²³ l'Italien manifestait son « attachement » à l'État autrichien²⁴. Ce dont la Maison des Habsbourg s'était rendue coupable au cours des siècles envers la liberté et l'indépendance italiennes était trop grave pour pouvoir être oublié, même avec la meilleure des volontés. D'autant que cette volonté était totalement absente, tant dans le peuple qu'au sein du gouvernement italien. C'est la raison pour laquelle il n'y avait pour l'Italie que deux comportements possibles vis-à-vis de l'Autriche : l'alliance ou la guerre. Opter pour l'alliance, c'était se donner les moyens de préparer tranquillement la guerre.

C'était surtout depuis que les rapports de l'Autriche avec la Russie risquaient de plus en plus de dégénérer en conflit armé²⁵, que la politique allemande d'alliance était aussi insensée que périlleuse.

C'était là un cas classique parfaitement révélateur de ce sur quoi débouche l'absence d'une stratégie élaborée et pertinente.

D'ailleurs, pourquoi avoir conclu une alliance ? Bien sûr uniquement afin de pouvoir assurer l'avenir du Reich mieux qu'il n'aurait été à même de le faire en ne s'en remettant qu'à lui-même. Pourtant, cet avenir du Reich ne relevait en vérité de rien d'autre que de la préservation de la possibilité d'existence de la communauté raciale populaire allemande.

En conséquence, la seule grande question était : comment faut-il qu'évolue la vie de la nation allemande dans un avenir imminent et comment faire alors pour garantir à cette évolution les fondements nécessaires et la sécurité requise dans le cadre général des rapports entre puissances européennes ?

Un examen lucide des prérequis pour la mise en œuvre de la politique extérieure de la diplomatie allemande ne pouvait qu'aboutir à la conviction suivante :

L'Allemagne connaît un accroissement annuel de sa population qui frise les neuf-cent-mille âmes. La difficulté pour nourrir cette armée de nouveaux citoyens s'amplifiera fatalement d'année en année et conduira un jour ou l'autre à une catastrophe pour peu que l'on n'ait pas trouvé des solutions pour prévenir à temps le risque de famine.

Pour échapper à cette atroce perspective d'avenir, il n'y avait que quatre moyens :

1. On pouvait, à l'instar de la France, limiter artificiellement la natalité afin d'éviter une surpopulation²⁶.

Dans les périodes de grande misère ou de mauvaises conditions climatiques, de même que dans les zones arides, la nature s'attache à opérer elle-même une limitation de l'accroissement de la population de certains pays ou de certaines races ; et ce, à vrai dire, en usant d'une méthode aussi sage que radicale. Elle ne fait pas obstacle à la capacité procréatrice en soi mais à la survie de ce qui a été procréé en le soumettant à des épreuves et à des privations si féroces que tout ce qui est moins fort, moins sain, est contraint de retourner au sein de l'éternellement

²³ « *die leidenschaftliche Verachtung sowie den bodenlosen Haß, mit dem...* »

²⁴ Bien que peu nombreuse, la minorité italienne était parfaitement organisée ; elle disposait notamment d'un système éducatif performant et d'une représentation parlementaire très efficace.

²⁵ Voir Jean-Jacques Becker, « La guerre dans les Balkans (1912-1919) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 71, 2003, pp. 4-16.

²⁶ Voir à ce propos *Dénatalité, l'antériorité française, 1800-1914, Communications* n° 44, Paris, Seuil, 1986.

Inconnu²⁷. Ce à quoi²⁸ elle accorde toutefois de survivre aux rigueurs de l'existence n'en est alors que mille fois plus endurant, coriace, et parfaitement apte à se remettre à procréer afin que le processus radical de sélection puisse reprendre son cours. En procédant avec une telle brutalité à l'égard de l'individu et en le rappelant sur le champ à elle dès lors qu'il n'est pas de taille à affronter la tempête de la vie, la nature ne se contente pas d'entretenir la vigueur de la race ou si l'on préfère de l'espèce, elle la met en situation de se hisser jusqu'aux plus hautes destinées. Ainsi faut-il voir dans la réduction du nombre un renforcement de l'être et conséquemment, en fin de compte, une consolidation de l'espèce.

Il en va tout autrement lorsque c'est l'homme qui prend le parti de procéder à une limitation de ses effectifs²⁹. N'étant pas de la même trempe que la nature, il agit « humainement »³⁰. Lui sait mieux y faire que cette cruelle reine d'absolue sagesse³¹. Ce n'est pas la survie de l'individu qu'il limite, mais la reproduction elle-même. Cela lui semble être — à lui qui ne tient toujours compte que de lui-même et jamais de la race — plus humain et plus justifié que la démarche inverse. Cependant le résultat est malheureusement lui aussi inverse :

Alors que la nature, tout en laissant la liberté de procréer, ne manque pas de conditionner la survie à une mise à l'épreuve des plus rigoureuses, ne retenant parmi le trop-plein d'individus que ceux qui sont dignes de vivre³² et ne permettant qu'à eux seuls de subsister et de se charger de la perpétuation de l'espèce, l'homme limite la procréation mais veille obstinément à ce que tout être une fois venu au monde conserve à tout prix la vie. Cette rectification de la volonté divine lui semble aussi sage qu'humaine et il se réjouit d'avoir eu de nouveau une occasion de faire la pige à la nature et d'en avoir démontré l'insuffisance. Mais qu'en réalité cette indubitable limitation du nombre se soit doublée d'un amoindrissement de la valeur de l'individu, ça, le cher petit babouin du Père universel est évidemment plus que réticent à l'entendre et à le voir.

En effet, à partir du moment où l'on en vient à réguler la procréation et à réduire la natalité, la lutte naturelle pour l'existence — laquelle ne laisse en vie que les plus forts et les plus sains — se voit remplacée par l'assuétude à vouloir à tout prix « sauver » jusqu'aux spécimens les plus fragiles et les plus maladifs, semant par là même le germe d'une postérité fatalement toujours plus lamentable tant que l'on persistera à bafouer de la sorte la nature et sa volonté.

²⁷. Voir Lucien Laberthonnière, *Pangermanisme et Christianisme*, Paris, Vrin, 1945, p. 148.

²⁸. On aura remarqué que Hitler parle de l'être humain comme s'il s'agissait d'une chose ; on connaît sa célèbre sentence : « *Homme, tu n'es qu'un numéro, et ce numéro s'appelle zéro.* » (cit. in T. Feral, *Justice et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 5).

²⁹ Les néo-malthusiens faisaient de la limitation de la natalité un droit et un devoir afin de préserver l'humanité future des problèmes qui affecteraient inéluctablement la planète en cas de surpopulation : famine bien sûr avec à la clé révoltes et guerres entraînant exploitation de populations, pratiques social-darwinistes, destruction physique de groupes humains...

³⁰. Pour Hitler, un crime envers l'ordre naturel ; il considérait dans son fantasme que sa mission historique serait de mettre fin à la « duperie humanitariste » héritée de la doctrine judéo-chrétienne et des Lumières afin de transformer le monde à partir de « valeurs purement biologiques » (cit. in Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit*, Paris, Coopération, 1939, p. 259).

³¹. Voir à ce propos l'essai de Carl Amery (1922-2005), *Hitler als Vorläufer – Auschwitz, der Beginn des 21. Jahrhunderts* [Hitler comme précurseur – Auschwitz, le commencement du XXI^e siècle], Munich, Luchterhand, 1998.

³². « *wert zum Leben* » ; sous le troisième Reich, les personnes considérées comme « indignes de vivre » (*lebensunwert*) seront éliminées dans des établissements d'euthanasie à partir d'octobre 1939 (« Action T4 » précédée dès juillet 1933 d'un programme massif de stérilisations contraintes) ; voir à ce propos *Médecine et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 21-26.

Mais le résultat, c'est qu'une telle communauté ethnique se verra à terme privée d'existence sur cette terre ; car si l'homme peut défier un certain temps les lois éternelles de la volonté de perpétuation de l'espèce, tôt ou tard l'heure de la vengeance finira par sonner. Un type humain de force supérieure chassera les faibles vu que l'élan vitaliste s'emploiera jusqu'au bout à briser le joug grotesque d'une soi-disant humanité respectueuse du principe des individualités³³ afin d'instaurer l'humanité selon la nature, qui anéantit la faiblesse pour faire place à la force.

En conséquence, quiconque prétend assurer l'existence de la communauté raciale allemande par le biais d'une autolimitation de sa fécondité, ne fait en réalité que la priver d'avenir³⁴.

2. Une deuxième voie serait celle que nous entendons aujourd'hui encore constamment suggérer et exalter : la colonisation intérieure³⁵. C'est là une option qui, si elle relève chez beaucoup d'une bonne intention, est cependant susceptible de causer les pires ravages imaginables du fait qu'elle est communément objet de mécompréhension pour le plus grand nombre.

Il n'est pas douteux qu'on puisse augmenter la productivité d'un sol jusqu'à une certaine limite. Mais précisément jusqu'à une certaine limite et pas indéfiniment. On parviendra donc durant un certain temps à contrebalancer sans risque de famine la croissance de la population allemande par une intensification de l'exploitation de notre sol. Mais à cela s'oppose le fait que les nécessités existentielles augmentent d'une façon générale plus vite que le chiffre de la population elle-même. Les nécessités des individus en nourriture et en vêtements ne cessent de s'accroître d'année en année et n'ont ainsi désormais plus rien de commun avec les besoins de nos aïeux d'il y a environ un siècle. Il est donc erroné de penser que toute augmentation de la production crée les conditions pour un accroissement de la population : non, cela n'est juste que jusqu'à un certain point, sachant qu'une bonne part de la surproduction du sol est consacrée à satisfaire l'escalade des besoins des individus. On aura donc beau tant restreindre au maximum la consommation que besogner d'arrache-pied, on atteindra un jour là encore une limite qui sera imposée par le sol lui-même. En dépit d'un labeur acharné, on ne parviendra pas à obtenir de lui plus qu'il ne peut produire et alors ressurgira à plus ou moins brève échéance le spectre du malheur. La famine se manifestera d'abord épisodiquement, par exemple après de mauvaises récoltes, etc... Le chiffre de la population ne cessant d'augmenter, elle sévira toujours plus fréquemment pour ne se calmer que lorsque

³³ C'est-à-dire l'humanisme hérité des Lumières, dénoncé depuis la fin du XIX^e siècle par le courant eugéniste allemand, notamment Alfred Ploetz (1860-1940), en tant que « vertige humanitariste » ; voir *Médecine et nazisme, op. cit.*, pp.18-19.

³⁴ En mars 1933, lors de l'inauguration de l'exposition berlinoise « La femme », Goebbels déclarera : « *Au risque de passer pour un réactionnaire, je le dis clairement : la place première et privilégiée de la femme, celle qui correspond le mieux à sa nature, c'est au sein de sa famille, et la mission la plus merveilleuse dont elle puisse s'acquitter, c'est d'offrir des enfants à son pays et à son peuple* » (discours reproduit dans l'édition munichoise du *Völkischer Beobachter* du 20 mars 1933). À partir du 22 mai sera promulgué tout un arsenal de lois interdisant aux femmes allemandes la stérilisation volontaire et l'interruption volontaire de grossesse, laquelle sera même punie de mort à partir de 1943. Pour plus de précisions, je renvoie à mon article « La politique féminine du troisième Reich », in *Le Défi de la mémoire*, Mazet-St-Voy, Tarmeye, 1991, pp. 43-60 ; cf. également in *Le National-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 128-130.

³⁵ Notamment prônée, à l'époque où Hitler rédige son texte, par les économistes Max Sering (1857-1939) et Erich Keup (1885-1973) ; le premier sera démis de ses fonctions universitaires à l'arrivée de Hitler au pouvoir ; le second sera arrêté en avril 1933 et libéré en 1936, il émigrera en France.

de rares années d'une exceptionnelle fertilité rempliront les greniers. Mais le temps finira par venir où la misère ne pourra plus être soulagée et où la faim sera devenue l'éternelle compagne de la communauté ethnique allemande. Il faudra alors que la nature apporte son aide en sélectionnant ceux qu'elle estimera dignes de vivre ; ou bien c'est l'homme qui s'aidera lui-même, c'est-à-dire qu'il aura recours à une limitation artificielle de sa reproduction avec toutes les lourdes conséquences pour la race et l'espèce que j'ai déjà précédemment évoquées.

On pourra bien sûr objecter que c'est là un avenir qui, d'une façon ou d'une autre, pend au nez de l'ensemble de l'humanité et que, partant, il va de soi qu'une communauté ethnique particulière ne saurait échapper à cette fatalité.

C'est certes exact à première vue. Toutefois il convient de bien réfléchir à ce qui va suivre :

Il est incontestable qu'arrivera l'époque où — face à l'impossibilité de conformer plus longtemps la productivité du sol aux nécessités d'une population en constante croissance — l'humanité dans son ensemble se verra contrainte de mettre un frein à la multiplication du genre humain, soit en s'en remettant aux décisions de la nature, soit en prenant elle-même les choses en main — toutefois par des moyens plus adéquats qu'aujourd'hui — pour si possible rétablir l'indispensable équilibre. Aucune communauté ethnique ne sera alors épargnée tandis que, actuellement, les seules races à être frappées par pareille misère sont celles qui ne possèdent plus ni la force ni l'énergie pour s'assurer le sol nécessaire à leur existence en ce monde. On en est présentement au point où existent encore sur cette terre d'immenses étendues de sol inutilisé qui ne demande qu'à être exploité. Mais il est également vrai que ce sol n'a pas été conservé tel quel par la nature en tant que zone réservée dans l'avenir à une nation ou à une race définies ; tout au contraire, ce sol et ces territoires sont censés revenir à la communauté ethnique qui aura la force de s'en emparer et qui saura se donner la peine de les exploiter³⁶.

La nature ne connaît pas de frontières politiques. Elle place des êtres vivants sur le globe terrestre et observe le libre jeu des forces. Celui qui manifestera le plus de courage et de cœur à l'ouvrage se verra octroyer par elle, en tant que fils de prédilection, le privilège aristocratique d'exister.

Si une communauté raciale se cantonne à la colonisation intérieure alors que d'autres races s'implantent dans des espaces toujours plus vastes de notre terre, elle sera contrainte d'avoir un jour ou l'autre recours à l'autolimitation alors que les autres communautés raciales continueront à proliférer. Mais ce cas se présentera tôt ou tard, et à vrai dire d'autant plus tôt que l'espace vital dont dispose une communauté raciale sera réduit. Du fait que ce sont malheureusement en général les nations supérieures — ou plus exactement les seules races véritablement civilisées et génératrices de progrès humain — qui dans leur aveuglement pacifiste décident de renoncer à conquérir de nouveaux territoires pour se contenter d'une colonisation « intérieure », mais que par contre des nations inférieures s'y entendent pour s'emparer d'immenses étendues de par le monde, on pourrait bien aboutir au résultat final suivant :

Les races de culture supérieure, du fait de leur propension à ménager les autres, se verraient alors contraintes de limiter leur accroissement en raison de leur exigüité territoriale, et ce au moment même où des communautés ethniques nettement plus primitives mais plus brutales par nature seraient en mesure de proliférer de façon quasi illimitée grâce à un espace vital beaucoup plus vaste. En d'autres termes : le

³⁶ Sur le projet impérialiste hitlérien, voir ce qui se rapporte à la *Colonisation* (p. 462) et au *Nouvel ordre européen* (p. 486) dans mon « nazisme » en dates, Paris, L'Harmattan, 2010.

monde finira un jour par passer sous la coupe d'une humanité culturellement inférieure, mais d'un dynamisme supérieur.

Il n'y aura donc dans un avenir plus ou moins lointain que deux possibilités : ou bien le monde sera gouverné selon les principes de notre démocratie moderne et alors chaque prise de décision se fera à tous les coups en faveur de la race numériquement la plus forte, ou bien le monde sera régi selon les lois de l'ordre prescrit par la nature et ce seront dans ce cas les communautés ethniques animées par une volonté brutale³⁷ qui l'emporteront, et partant certainement pas les nations ayant pratiqué l'autolimitation.

Que ce monde doive encore en passer par de terribles combats pour l'existence de l'humanité, personne ne peut en douter. Mais à terme, ce sera toujours l'énergie pulsionnelle d'autoconservation et elle seule qui triomphera. Elle fera fondre — comme fond la neige sous le soleil du mois de mars — le soi-disant humanisme qui n'est que l'expression d'un mélange de bêtise, de lâcheté et de manie prétentieuse à vouloir toujours tout savoir mieux que les autres. Le genre humain a grandi par le combat perpétuel — la paix perpétuelle causerait sa perte.

Pour nous Allemands, le mot d'ordre « colonisation intérieure » revêt d'emblée un caractère funeste du fait qu'il renforce aussitôt en nous le sentiment que nous avons trouvé un moyen permettant de se « forger » une existentialité en menant — comme le prônent les pacifistes — une petite vie paisible. Cette théorie, une fois prise au sérieux chez nous, signifiera la fin de tout effort pour préserver dans le monde la place qui nous revient. Dès lors que l'Allemand moyen aurait acquis la conviction qu'il lui est possible d'assurer son existence et son avenir en suivant une telle voie, c'en serait fait de toute tentative de défense active — la seule qui soit à même de porter ses fruits — des nécessités vitales allemandes³⁸. En vérité, une telle attitude de notre nation reviendrait à enterrer tout projet de politique extérieure réellement utile et par là même, d'une façon générale, à tirer un trait sur l'avenir de la communauté raciale populaire allemande.

Ce n'est donc pas un hasard si c'est en premier lieu toujours le Juif — lui qui sait exactement de quoi il retourne — qui cherche et s'y entend à implanter de telles idées mortifères au sein de notre communauté raciale populaire. Il s'y connaît trop bien en hommes pour ignorer que c'est avec reconnaissance qu'ils tombent dans les bras de tout aigrefin assez malin pour leur faire croire qu'on a découvert le moyen de faire la nique à la nature, de rendre superflu le dur et impitoyable combat pour l'existence, et de faire malgré tout d'eux les maîtres de la planète, soit par le labeur, soit parfois aussi en se contentant de croiser les bras, selon que « ça se présente »³⁹.

On ne mettra jamais assez l'accent sur le fait que *toute colonisation intérieure allemande doit en premier lieu se concentrer sur l'élimination des dysfonctionnements sociaux — surtout de soustraire le sol à la spéculation générale*

³⁷ « brutal » ; sous le troisième Reich, l'adjectif sera constamment utilisé au sens positif de « résolu à ne pas se laisser arrêter par de vulgaires considérations humanitaristes ».

³⁸ Il n'est pas inintéressant de confronter ce passage à ce qu'exprimera — sur son mode philosophique propre — Martin Heidegger dans *Être et Temps (Sein und Zeit)*, achevé en avril 1926, publié en 1927), 1^{ère} partie, chap. 4, § 27 ; la lecture en langue allemande des deux textes révèle de troublantes convergences...

³⁹ Cf. le célèbre roman de Gustav Freytag (1816-1895), *Soll und Haben (Débit et crédit)*, 1855) ; trad. fr. Wilhelm de Suckau, *Doit et avoir*, Hachette, 1866 ; sur cet ouvrage, qui fut un bestseller bien au-delà de la mort de son auteur, on se reportera sans faute à Pierre Angel, *Le Personnage juif dans le roman allemand (1855-1915) ; la racine littéraire de l'antisémitisme Outre-Rhin*, Paris, Didier, 1973 ; pour une brève présentation, voir sur ce même site T. Feral, « Le racisme, un obscurantisme ».

— *mais qu'elle ne suffira pour autant jamais à assurer l'avenir de la nation sans expansion territoriale*⁴⁰.

Si nous agissons autrement, nous aurons d'ici peu non seulement atteint nos limites en matière de capacité territoriale, mais aussi en ce qui concerne notre puissance.

Enfin s'imposent les constatations suivantes :

La limitation à un territoire restreint et défini, telle que prônée par la colonisation intérieure, conduit — de même que l'impact de la régulation de la procréation — à une situation militaro-politique extrêmement défavorable pour la nation concernée.

L'espace résidentiel dont dispose une communauté raciale populaire constitue déjà en soi un facteur essentiel et décisif pour sa sécurité extérieure. Plus le volume spatial dévolu à une communauté raciale populaire est important, plus sa protection naturelle est importante ; car de tout temps, les décisions militaires contre les communautés occupant une surface territoriale exiguë ont été remportées plus rapidement — et par là même plus facilement, et surtout plus efficacement et plus radicalement — que cela n'est en revanche possible lorsqu'il s'agit d'États territorialement plus vastes. En conséquence, la taille du territoire d'un État représente toujours un élément non négligeable pour le mettre à l'abri d'attaques inconsidérées ; en effet, une victoire n'étant envisageable qu'au terme de longs et durs combats, toute agression impudente apparaîtra bien trop risquée dès lors qu'elle n'est pas justifiée par un motif tout à fait exceptionnel. C'est la raison pour laquelle la taille d'un État constitue déjà en soi une assise pour garantir la liberté et l'indépendance d'une communauté raciale populaire, tandis que, en revanche, la petitesse d'une semblable entité représente carrément une invite à s'en emparer.

En fait, les milieux dits nationalistes du Reich refusèrent ces deux premières options censées créer un équilibre entre une population en constante augmentation et un territoire dont la superficie, quant à elle, n'augmentait pas. Bien sûr, les raisons invoquées pour cette prise de position étaient autres que celles précédemment évoquées : concernant la limitation des naissances, c'est en premier lieu sur la base d'un certain moralisme qu'on s'y opposa ; quant à la colonisation intérieure, on la rejeta avec indignation parce que l'on subodorait en elle une attaque contre les grands propriétaires terriens et y voyait le prélude à une lutte généralisée contre la propriété privée dans son ensemble. Au regard de la forme sous laquelle les préceptes salutaires de cette dernière étaient préconisés, il n'est pas douteux qu'on avait bien des raisons pour le croire.

D'une manière générale, cette résistance vis-à-vis de la grande masse manquait passablement d'habileté et passait totalement à côté du cœur du problème.

Par conséquent, il ne restait que deux voies pour assurer du travail et du pain à la population en constante augmentation.

3. On pouvait, soit acquérir de nouveaux territoires pour y transplanter chaque année les millions de gens en excédent et ainsi faire que la nation puisse continuer à assurer son autosubsistance alimentaire,

4. soit mettre le potentiel industriel et commercial au service des besoins de l'étranger pour se procurer de quoi vivre grâce aux bénéfices réalisés.

En résumé : ou bien une politique territoriale, ou bien une politique coloniale et commerciale.

⁴⁰ Ces différents points apparaissent déjà dans le Programme de la NSDAP (notamment en 3 et 17) adopté à Munich le 24 février 1920 ; cf. Lionel Richard, *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, pp. 201-204.

Ces deux options furent envisagées, étudiées, préconisées et combattues par diverses tendances politiques jusqu'à ce que le choix définitif se soit porté sur la dernière.

Il est évident que la plus salubre des deux aurait été la première.

L'acquisition de nouveaux territoires, pour y établir ce que notre population compte en excédent, possède d'innombrables avantages, surtout quand on considère non pas le présent, mais l'avenir.

Tout d'abord, on ne mesurera jamais assez à sa juste valeur la possibilité qui nous est donnée de conserver une paysannerie saine qui sert de socle à l'ensemble de notre nation⁴¹. Nombre de nos maux actuels ne sont que la résultante du rapport malsain entre population rurale et population urbaine⁴². Une souche solide de petits et moyens paysans a de tout temps constitué le plus sûr rempart contre les maladies sociales telles que nous les connaissons aujourd'hui. Mais c'est aussi la seule solution pour procurer à une nation son pain quotidien en circuit économique fermé. L'industrie et le commerce renoncent à leur suprématie malsaine et s'inscrivent dans le cadre général d'une économie nationale de subsistance et de répartition égale des moyens de subsistance. Partant, tous deux ne sont plus les piliers de la politique nourricière de la nation⁴³, ils n'en sont que les agents auxiliaires⁴⁴. Leur tâche se bornant dorénavant à mettre la production du pays en adéquation avec ses besoins dans tous les domaines, ils assurent la quasi-autonomie de l'ensemble de l'approvisionnement de notre communauté raciale populaire vis-à-vis de l'étranger⁴⁵, contribuant ainsi à garantir la liberté de l'État et l'indépendance de la nation, particulièrement lors des périodes difficiles.

⁴¹ Cf. les théories de l'agronome Richard Walther Darré (1895-1953), expert du Parti nazi pour les questions agricoles et auteur entre autres des livres, *La Paysannerie comme source vitale de la race nordique (Das Bauertum als Lebensquelle der nordischen Rasse, 1928)* et *Nouvelle noblesse née du Sang et du Sol (Neuadel aus Blut und Boden, 1930)* ; sur son rôle sous le troisième Reich, voir mon « Nazisme » en dates, Paris, L'Harmattan, 2010. Voir également sur ce même site, « Art et littérature du troisième Reich », pp. 18-20.

⁴² Cf. *ibid.*, pp. 99-101.

⁴³ Le 19 mars 1933, le régime nazi promulguera une loi instituant la « Corporation nourricière du Reich » (*Reichsnährstand*), un appareil bureaucratique tentaculaire chargé de la gestion et du contrôle de tous les secteurs concernant l'agriculture et la vie rurale. Voir notamment à ce propos David Schoenbaum, *La Révolution brune : la société allemande sous le troisième Reich*, Paris, Gallimard, 2000, chap. 5 ; cf. aussi l'article de Jean-Luc Bellanger, « Le monde agricole sous le nazisme », in *Le Patriote résistant*, 892/2014, pp. 19-20.

⁴⁴ Le 3 mai 1933, l'industriel Gustav Krupp recevra les pleins pouvoirs pour coordonner les activités des entreprises allemandes dans le cadre souhaité par le nouvel État ; créé le 10 mai 1933, le *Front allemand du travail (Deutsche Arbeitsfront = DAF)* sera chargé de veiller dictatorialement à l'application dans les usines des directives du « Conseil général de l'industrie allemande » mis en place le 15 juillet 1933 et qui deviendra le 27 novembre 1934 une des six sections de la « Chambre économique du Reich » (*Reichswirtschaftskammer*, cf. mon « Nazisme » en dates, *op. cit.*, p. 226). Suite à l'adoption du « Plan de quatre ans » (*Vierjahresplan*) en septembre 1936, la production industrielle sera essentiellement orientée vers la guerre conformément à l'ordonnance secrète du Führer du 26 août 1936 : « L'armée allemande dispose de quatre années pour être en capacité de combattre. L'industrie allemande dispose de quatre années pour être en capacité d'assurer le succès de la guerre ». Pour plus de précisions, voir David Schoenbaum, *La Révolution brune : la société allemande sous le troisième Reich*, *op. cit.*, chap. 4, ainsi que Volker Hentschel, « L'économie du troisième Reich », in Gilbert Krebs et Gérard Schneilin, *État et société en Allemagne sous le III^e Reich*, Asnières, Institut d'Allemagne, 1997.

⁴⁵ Pour autant, les nazis ne se priveront de passer des accords économiques avec de nombreuses firmes étrangères (IBM, ITT), voire carrément avec des gouvernements étrangers (voir p. ex. Philippe Marguerat, *Le III^e Reich et le pétrole roumain — 1938-1940*, Genève, Institut Univ. des Hautes Études Internationales, 1977 ; T. Feral, *Suisse et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 41-45) ; il convient aussi de mentionner le considérable pillage économique organisé dans les pays occupés

À vrai dire, une telle politique territoriale ne peut plus aujourd'hui être concrétisée par exemple au Cameroun⁴⁶, mais doit se cantonner presque exclusivement au continent européen⁴⁷. C'est donc en toute lucidité et sans états d'âme qu'il convient d'adopter le point de vue selon lequel ce ne peut sûrement pas être le dessein du ciel qu'un peuple soit en ce monde gratifié d'un territoire cinquante fois plus grand qu'un autre. Dans pareil cas, il ne saurait être question d'accepter les frontières politiques alors que la justice éternelle⁴⁸ ignore les frontières. Si cette terre possède réellement assez d'espace pour la vie de tous, alors qu'on nous donne donc le sol qui nous est indispensable pour vivre⁴⁹.

Évidemment, nul ne fera cela de son plein gré⁵⁰. Mais c'est alors qu'entre en jeu le droit à l'autoconservation ; et ce qui est refusé à l'amiable, c'est comme de juste par la force qu'il convient de s'en emparer. Si nos ancêtres avaient jadis fait dépendre leurs décisions du même état d'esprit pacifiste que celui qui règne à l'époque présente, nous ne posséderions en tout et pour tout qu'un tiers de notre sol actuel⁵¹. ; autant dire que dans ces conditions la communauté ethnique allemande ne pèserait guère lourd en Europe. Non – c'est à leur détermination naturelle à combattre pour leur propre existence que nous devons les deux marches orientales du Reich⁵² et en outre cette force inhérente à l'importance du territoire de notre État et de notre communauté raciale grâce à laquelle nous avons réussi à survivre jusqu'à nos jours. Une autre raison encore fait que cette option aurait été la bonne :

Nombre d'États européens ressemblent aujourd'hui à des pyramides renversées. Leur superficie territoriale en Europe est ridiculement petite en comparaison du poids qu'ils représentent en possessions coloniales, dans le domaine du commerce extérieur, etc. Autrement dit : sommet de la pyramide en Europe, base dans le monde entier ; à la différence de l'Union américaine dont la base se trouve encore sur son propre continent et dont le sommet ne fait qu'effleurer le reste de la terre. Voilà le pourquoi de l'énergie inouïe que recèle cet État et de la faiblesse de la plupart des puissances coloniales européennes. Que l'on ne vienne pas m'opposer le cas de l'Angleterre ; en effet, concernant l'Empire britannique, on a trop facilement tendance à oublier ce qu'est le monde anglo-saxon. Rien que du fait de sa parenté

⁴⁶ La colonie allemande du Cameroun avait été conquise par les armées franco-britanniques en février 1916 ; le traité de Versailles ayant privé l'Allemagne de toutes ses possessions coloniales, la Société des Nations (SDN) avait attribué 80% du territoire camerounais à la France et le reste à la Grande-Bretagne (bande longeant le Nigéria).

⁴⁷ Le 31 mai 1940 sera créé un « Commissariat du Reich pour un nouvel ordre européen » (*Reichskommissariat für europäische Neuordnung*) qui élaborera un projet de « Communauté économique européenne » (*Europäische Wirtschaftsgemeinschaft*) sous égide allemande (détail dans mon « *Nazisme* » *en dates, op. cit.*, pp. 330 et 387) ; concernant l'Afrique, voir *ibid.*, p. 337.

⁴⁸ Cf. *Ancien Testament : Livre des Psaumes*, Ps. 119, v. 139, 141, 142 : « *Mes ennemis ont oublié ta parole [...]. Je suis petit et méprisé ; mais je n'ai point oublié tes ordonnances pleines de justice. Ta justice est la justice éternelle ; et ta loi est la vérité même* » ; la loi divine ne reconnaît pas les frontières telles que les décrètent les manigances humaines.

⁴⁹ Voir le roman en deux volumes de Hans Grimm (1875-1959), *Peuple sans espace (Volk ohne Raum)*, Munich, Langen, 1926).

⁵⁰ Cf. à ce propos l'analyse de 1916 de Vladimir Ilitch Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, notamment au chap. VI.

⁵¹ Sous le troisième Reich, importante production littéraire et filmique dédiée à cette thématique comme l'avaient documenté dès la fin des années soixante Ernst Loewy (*Literatur unterm Hakenkreuz* Francfort/Main, Fischer, 1969) et Erwin Leiser (« *Deutschland, erwache !* » - *Propaganda im Film des Dritten Reiches*, Reinbek, Rohwohlt, 1968 ; édition augmentée, 1978 ; DVD, Berlin, absolut MEDIEN, 2005).

⁵² Dénomination anciennement utilisée pour désigner la Prusse et l'Autriche (cf. Sigismund Stern, *Oestreich und Preußen in ihrem Verhältnis zu Deutschland und zu den Interessen der deutschen Nation*, Berlin/Heidelberg, Springer, 1860, pp. 1-4 : « Die beiden Ostmarken des deutschen Reichs ».

culturelle et linguistique avec l'Union américaine, la situation de l'Angleterre ne peut absolument pas être comparée avec celle d'un autre État européen.

En conséquence, la seule possibilité pour l'Allemagne de mener à bien une politique territoriale saine résidait exclusivement dans l'acquisition de nouvelles terres en Europe même. Des colonies ne peuvent pas remplir cet objectif dès lors qu'elles n'apparaissent pas appropriées à l'implantation massive d'Européens. Or il n'était plus possible au XIX^e siècle d'obtenir pacifiquement des territoires coloniaux⁵³. Une telle politique coloniale n'aurait donc été réalisable que par le biais d'un rude combat qu'il aurait été toutefois beaucoup plus opportun de livrer pour s'étendre non pas dans des zones extérieures à l'Europe mais sur le continent même de notre patrie.

Il va de soi que pareille décision réclame alors un dévouement sans faille. Il est inconcevable de s'attaquer, en usant de demi-mesures ou ne serait-ce qu'en tergiversant, à une tâche dont la réalisation n'apparaît possible qu'en mobilisant toutes les énergies. Il était indispensable que l'ensemble de la direction politique du Reich se consacre à cet objectif exclusif ; aucune initiative ne devait être prise qui ne soit préalablement examinée à la lumière de cette tâche et de ce qu'elle impose. Il fallait se rendre à l'évidence que cet objectif ne pouvait être atteint qu'en combattant ; aussi était-il impératif d'envisager de prendre les armes avec sérénité et sang-froid.

C'est donc de cet unique point de vue qu'il convenait d'analyser l'ensemble des alliances et d'en évaluer l'intérêt. Si on voulait des terres en Europe, cela ne pouvait somme toute se faire qu'aux dépens de la Russie ; il fallait dès lors que le nouveau Reich entre en campagne en suivant la voie jadis tracée par les chevaliers de l'Ordre Teutonique⁵⁴ afin d'assurer, par le glaive allemand, à la charrue allemande la glèbe⁵⁵, et partant à notre nation son pain quotidien.

Pour une telle politique, il n'y avait à vrai dire en Europe qu'un seul allié possible : l'Angleterre.

C'est seulement avec l'Angleterre protégeant nos arrières que l'on était en mesure de lancer la nouvelle croisade germanique. Notre droit en la matière n'aurait pas été moindre que le droit de nos ancêtres. Aucun de nos pacifistes ne refuse de manger le pain en provenance des provinces de l'Est bien que la première raie de labour y ait à l'origine été « l'œuvre du glaive » !

En la circonstance, il n'aurait su être de trop grand sacrifice pour se concilier les bonnes grâces de l'Angleterre. Il fallait renoncer aux colonies, à la prédominance maritime, épargner toute concurrence à l'industrie britannique⁵⁶.

⁵³ Voir Vladimir Ilitch Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, « Préface aux éditions française et allemande » (1920).

⁵⁴ Cf. Danielle Buschinger et Mathieu Olivier, *Les Chevaliers teutoniques*, Paris, Ellipses, 2007 (la dernière partie de cet excellent travail est consacrée à l'histoire du mythe et à sa tentative de récupération par les nazis).

⁵⁵ « *Scholle* » ; dans la mystique nazie, la terre nourricière constituait la source du vitalisme de la communauté raciale germanique ; voir sur ce même site, « Art et littérature du troisième Reich », pp. 18-20. Chaque année, début octobre sera célébré un « acte de grâce pour la récolte » (*Erntedank*) qui faisait partie des douze fêtes nationales organisées par le régime ; cf. T. Feral, *Le National-socialisme : vocabulaire et chronologie*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 79.

⁵⁶ Guillaume II rêvait d'un Reich sur lequel le soleil ne se coucherait jamais (« *Kein Sonnenuntergang in unserem Reich* ») ; par sa mise en œuvre d'une « politique mondiale » (*Weltpolitik*) affirmant la mission colonisatrice de l'Allemagne et basée sur un programme de domination des mers et d'expansion commerciale, il avait remis en question la suprématie du Royaume-Uni ; bien que petit-fils de la reine Victoria et neveu d'Édouard VII, il ne fit rien pour négocier positivement avec les Anglais envers lesquels il était extrêmement méfiant ; le 8 avril 1904, ceux-ci conclurent l'« Entente cordiale » avec la France.

Seule une attitude dépourvue de toute ambiguïté pouvait permettre d'atteindre un tel objectif : renonciation au commerce international et à l'expansionnisme colonial, renonciation à une flotte de guerre allemande, concentration de tout le potentiel militaire de notre État sur l'armée de terre⁵⁷.

Il en aurait assurément résulté un temps de restriction mais en revanche un avenir de grandeur et de puissance.

Il fut une période où l'Angleterre aurait été disposée à négocier dans ce sens⁵⁸. Elle avait de fait parfaitement réalisé que l'Allemagne, en raison de l'accroissement de sa population, se voyait forcée de rechercher une issue, et que cette issue, elle la trouverait, ou bien en Europe avec l'Angleterre, ou bien dans le monde sans l'Angleterre.

C'est principalement en raison de cette prise de conscience qu'a pu s'expliquer la tentative faite au tournant du siècle par le gouvernement de Londres lui-même pour se rapprocher de l'Allemagne⁵⁹. On vit alors pour la première fois se manifester ce qu'il nous a été donné d'observer à une échelle véritablement effrayante au cours des dernières années. On éprouvait un sentiment pénible à la pensée de devoir tirer les marrons du feu pour l'Angleterre ; comme s'il avait jamais pu exister une alliance qui ne soit pas basée sur une bonne affaire pour les deux parties contractantes. Or une telle affaire était parfaitement envisageable avec l'Angleterre. La diplomatie britannique était encore capable de suffisamment d'intelligence pour savoir qu'il n'y a pas de service rendu qui n'attende une contrepartie.

Imaginons un instant qu'une politique étrangère allemande intelligente ait pris sous son bonnet le rôle tenu par le Japon en 1904⁶⁰ ; ce qu'il en aurait résulté pour l'Allemagne est à peine concevable.

⁵⁷ Autrement dit, tout le contraire du « Plan Tirpitz » (amiral Alfred von Tirpitz, 1849-1930) mis en chantier depuis 1898 ; il faudra attendre 1911 pour que le Chancelier Theobald von Bethmann Hollweg (1856-1921) tente de contrer – sans succès – Tirpitz par la conclusion d'un accord avec les Britanniques.

⁵⁸ Allusion à l'échec de la mission de conciliation conduite en février 1912 à Berlin par le secrétaire d'État britannique à la Guerre, Richard Haldane (1856-1928) ; le principal responsable de ce ratage fut l'amiral von Tirpitz ; voir à ce propos John C.G. Röhl, *Kaiser Wilhelm II*, Cambridge Univ. Press, 2014, chap. 20, « *Doomed to failure : the Haldane Mission (1912)* ».

⁵⁹ En 1901, excédée par les ambitions françaises en Afrique et les visées russes en Extrême-Orient, la Grande-Bretagne avait proposé une alliance à l'Allemagne, mais les tractations s'étaient heurtées à l'intransigeance du Chancelier Bernhard von Bülow (1849-1929) qui se refusait à cautionner le génocide des Boers par les troupes britanniques au Transvaal. Hitler présente une version partielle des faits défavorable à la diplomatie allemande car il a le souci de bonnes relations avec l'Angleterre où nombre de gens — et non des moindres — adhèrent à ses vues (cf. James et Suzanne Pool, *Who financed Hitler ?*, New York, Dial Press, 1978, chap. 7) ; il s'en tiendra à cette stratégie jusqu'au 19 juillet 1940 où il lancera encore devant le *Reichstag* un ultime appel aux Britanniques à rompre avec Churchill » (cf. T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, op. cit. p. 334) ; ensuite, le discours changera radicalement et la propagande antibritannique se fera de plus en plus virulente (cf. l'analyse d'Erwin Leiser, in « *Deutschland, erwache !* », Reinbek, Rowohlt, 1978, pp. 89-96) ; concernant la cruauté de la guerre contre les Boers, elle sera âprement dénoncée par Hans Steinhoff (1882-1945) dans son film de 1941, *Le Président Krüger (Ohm Krüger)*.

⁶⁰ Allusion à la guerre russo-japonaise ; l'Angleterre avait pris le parti du Japon contre l'impérialisme russe en Extrême-Orient ; l'Allemagne, qui avait refusé quatre propositions anglaises d'alliance entre 1895 et 1901, soutenait le Tsar ; la capitulation russe en 1905 marque le passage du Japon au rang de grande puissance ; le 23 août 1914, l'empereur Yoshihito déclare la guerre à l'Allemagne en vertu du traité qui unit son pays depuis 1902 à l'Angleterre, mais aussi parce qu'il y voit l'occasion d'occuper les colonies allemandes du Pacifique (îles Marshall, Carolines et Mariannes) et des concessions allemandes en Chine (province du Shandong). Pour une documentation précise : actes du colloque de l'univ. de Keio/Tokyo, mai 2005, *The Russo-Japanese War in Global Perspective : World War Zero*, Boston, Brill, 2 vol., 2005-2007 ; voir aussi éventuellement Bernard Crochet et Gérard Piouffre, *La Guerre russo-japonaise 1904-1905*, Antony, ETAI, 2010.

On n'en serait jamais arrivé à une « guerre mondiale ».

Le sang versé en 1904 aurait épargné que n'en soit répandu dix fois plus de 1914 à 1918.

Et quelle position l'Allemagne n'occuperait-elle pas aujourd'hui dans le monde !

Il faut bien l'avouer, l'alliance avec l'Autriche fut une aberration⁶¹.

De fait, cet État momifié s'était associé à l'Allemagne non pour livrer une guerre mais pour préserver une paix éternelle qui pourrait ensuite être habilement mise à profit pour liquider lentement mais sûrement la germanité dans la monarchie.

Mais cette alliance était aussi une ineptie parce qu'il ne fallait pas s'attendre à un engagement offensif en faveur des intérêts de la nation allemande de la part d'un État qui ne possédait même pas l'énergie et la détermination pour mettre un terme au processus de dégermanisation à sa frontière immédiate⁶². Dès lors que l'Allemagne faisait preuve de trop peu de conviction nationale et qui plus est de radicalisme pour arracher à l'odieux État des Habsbourg le pouvoir de disposer du sort de dix millions de ses frères de race allemands, il ne fallait vraiment pas s'attendre à ce qu'elle prenne un jour en main la concrétisation de projets de grande envergure et hautement audacieux. L'attitude de l'ancien Reich vis-à-vis de la question autrichienne a été la pierre de touche de son comportement dans le combat pour le destin de toute la nation.

En tout cas, on n'avait pas le droit d'assister sans réagir à l'éviction — d'année en année toujours plus manifeste — de la germanité, et ce du fait qu'il était évident que la fiabilité de l'alliance avec l'Autriche relevait exclusivement de la perpétuation de l'élément allemand.

Néanmoins, ce ne fut aucunement la voie choisie.

À ne rien tant redouter que le combat, il fallut pourtant s'y résoudre au moment le plus défavorable.

On voulait échapper au destin et le destin nous rattrapa. On rêvait de préserver la paix dans le monde et on se retrouva en pleine guerre mondiale.

Et ce fut là la raison primordiale pour laquelle on ne prit même pas en considération cette troisième voie pour construire l'avenir allemand. On savait qu'il n'y avait qu'à l'Est qu'on pouvait acquérir de nouveaux territoires, on voyait le combat que cela nécessitait, et pour autant on voulait la paix à tout prix ; car il y avait belle lurette que le mot d'ordre de la politique étrangère allemande avait cessé d'être : préservation par tous les moyens de la nation allemande, mais par contre : préservation coûte que coûte de la paix dans le monde. Avec quel succès, nul ne l'ignore.

J'y reviendrai ultérieurement en détail.

⁶¹ Cf. Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, p. 80 : « À l'extérieur, Guillaume II n'a pas été non plus capable de poursuivre l'œuvre bismarckienne. La préoccupation principale du grand Chancelier avait été de maintenir la France dans l'isolement ; contre elle il a organisé avec l'Autriche et l'Italie la Triple-Alliance (1882) ; mais en même temps, par un traité de réassurance (1887), il a su conserver la Russie dans son système, malgré les intérêts divergents russes et autrichiens dans les Balkans. Politique difficile certes, reposant sur un équilibre toujours instable, mais qui avait laissé à l'Allemagne une place prépondérante en Europe. Or Guillaume II compromit ce bel équilibre : dès 1893, il laissait conclure l'alliance franco-russe ; par son programme de constructions navales, il s'aliénait l'Angleterre qui se réconciliait avec la France (1904) et entraînait dans la Triple-Entente. Ses efforts enfin pour rompre soit par des flatteries, soit par l'intimidation le réseau d'alliances qui s'était formé contre lui échouait totalement. Isolée en Europe, l'Allemagne doit s'appuyer de plus en plus sur l'Autriche-Hongrie, son « brillant second », par laquelle elle se laisse entraîner dans les complications balkaniques et finalement dans la guerre. »

⁶² Tout au contraire, l'Allemagne avait signé un « chèque en blanc » (*Blankoscheck*) à la monarchie danubienne !

Restait donc la quatrième possibilité : industrie et commerce international, puissance maritime et colonies.

Bien sûr, un tel programme était a priori plus facile et aussi plus rapide à concrétiser. La colonisation de terres est un long processus qui souvent s'étend sur des siècles. Or c'est précisément en cela que réside ce qui en fait la force : qu'il ne s'agisse pas d'un embrasement subit mais d'une évolution à la fois progressive, en profondeur et persistante, à la différence d'une expansion industrielle qui, impulsée en l'espace de quelques années, tient plus de la bulle de savon que de la puissance solidement assise. Constituer une flotte va évidemment plus vite que bâtir des fermes au prix de durs combats et y établir des colons ; seulement voilà, elle peut aussi être plus vite anéantie.

Quand l'Allemagne pourtant s'engagea dans cette voie, on aurait dû au moins prendre conscience que cette orientation finirait elle aussi un jour par déboucher sur la guerre. Quelle puérité que de croire qu'il suffisait d'adopter un comportement aimable et policé et de constamment arguer de ses convictions pacifistes pour pouvoir obtenir ce que l'on désirait⁶³ par le biais — comme l'exprimaient mielleusement les beaux parleurs — d'un « gré à gré pacifique entre nations » ; autrement dit sans avoir à recourir aux armes.

Non, si nous nous engageons dans cette voie, il était fatal que l'Angleterre devienne un jour notre ennemie. Il était plus qu'absurde de s'indigner — ce qui toutefois correspondait pleinement à notre candeur intrinsèque — que l'Angleterre se soit autorisée à s'opposer un jour à notre activité pacifique avec la sauvagerie de l'égoïste.

Il est vrai que nous ne l'aurions jamais fait.

Si une politique territoriale européenne ne pouvait être mise en œuvre que par le biais d'un pacte avec l'Angleterre contre la Russie, il allait alors de soi en revanche qu'une politique coloniale et commerciale au plan international n'était concevable qu'avec la Russie contre l'Angleterre. Mais dans ce cas, on était alors tenu d'en tirer des conséquences radicales — en priorité envoyer illico paître l'Autriche.

Quel qu'ait été l'angle sous lequel on l'envisageait, cette alliance avec l'Autriche relevait déjà au tournant du siècle de la pure folie.

Et pourtant on ne pensait pas le moins du monde à s'allier avec la Russie contre l'Angleterre, ni au demeurant avec l'Angleterre contre la Russie, car dans les deux cas cela se serait inévitablement soldé par une guerre, et c'est pour l'éviter qu'on décida de s'en tenir à la politique commerciale et industrielle. Assurément on détenait désormais avec la conquête « économique-pacifique » du monde un mode d'action susceptible de tordre le cou une fois pour toutes à la politique belliciste qui prévalait jusqu'ici. Il arrivait certes parfois que l'on soit assailli de quelques doutes, notamment lorsque parvenaient épisodiquement d'Angleterre des menaces dénuées de toute équivoque⁶⁴ ; voilà pourquoi on se décida à construire une flotte⁶⁵ ; toutefois

⁶³ Hitler emploie ici la tournure « *Bananen holen* » (aller chercher des bananes) ; les locutions articulées autour du mot « bananes » (*Bananen verlangen* / réclamer des bananes ; *sich wohl Bananen wünschen* / rêver d'avoir des bananes) symbolisaient alors un désir fantasmatique ; en effet, dans les années 1920, la banane était un produit très rare et extrêmement cher (une banane coûtait le prix d'un kilo de pommes) ; elle était un objet de convoitise inaccessible. En 1923 était sorti un célèbre tube swing sur un texte du chansonnier et librettiste autrichien Fritz Löhner-Beda (déporté à Dachau et Buchenwald, assassiné à Auschwitz en 1942, à l'âge de 59 ans) ; dans ce tube (*Ausgerechnet Bananen, Bananen verlangt sie von mir...* / Précisément des bananes, c'est des bananes qu'elle me réclame) — sur toutes les lèvres en Allemagne comme en Autriche —, il était question d'une jeune femme qui, bien que comblée de cadeaux, se refuse à céder aux avances d'un play-boy tant qu'il n'aura pas trouvé le moyen de lui offrir des bananes.

nullement pour attaquer et détruire l'Angleterre⁶⁶, mais au contraire pour « défendre » cette « paix du monde » déjà évoquée, ainsi que la conquête « pacifique » du monde. Telle est la raison pour laquelle elle fut à tout point de vue maintenue à un niveau légèrement inférieur, non seulement en effectif⁶⁷, mais aussi en ce qui concernait le tonnage des navires de même que leur puissance de feu, ceci afin encore une fois de bien laisser transparaître au bout du compte combien les intentions qui nous animaient étaient « pacifiques ».

Le boniment sur la conquête « économique-pacifique » du monde fut à coup sûr la plus grande aberration qui ait jamais été érigée en principe directeur de la politique d'un État. D'autant que cette aberration fut exacerbée par le fait que l'on n'hésitait pas à citer l'Angleterre en tant qu'exemple témoignant superbement de la possibilité d'une telle stratégie. Pareil crime, auquel notre enseignement et notre conception académiques de l'histoire ont pris part, sera difficilement réparable et constitue tout bonnement la preuve formelle que nombreux sont ceux qui « apprennent » l'histoire sans la comprendre et sans en pénétrer le sens. C'est justement l'exemple de l'Angleterre qui aurait dû nous apporter la réfutation éclatante de cette théorie ; de fait, il n'existe aucune nation qui ait mis plus de soin que l'Angleterre à préparer avec la plus grande férocité ses conquêtes économiques par l'épée et ultérieurement à les défendre sans prendre de gants⁶⁸. N'est-ce pas tout simplement la caractéristique du savoir-faire politique des Britanniques que de jouer de leur force politique pour accroître leur puissance économique et d'aussitôt transmuier tout renforcement économique en puissance politique ? Quelle erreur dès lors que de s'imaginer que l'Angleterre serait personnellement trop lâche pour verser son propre sang pour sa politique économique ! Le fait que le peuple anglais n'ait pas possédé d'« armée de conscription »⁶⁹ n'en apportait nullement la preuve ; car ce qui importe en la matière n'est pas tant la forme militaire sous laquelle se présentent momentanément les forces armées⁷⁰ que la volonté et la détermination à engager dans la bataille celles qui existent⁷¹. L'Angleterre a de tout temps possédé le matériel de guerre qui lui était

⁶⁴ Par exemple, lors de la guerre au Transvaal, de placer les côtes d'Allemagne sous blocus si celle-ci soutenait les Boers.

⁶⁵ Intéressante présentation in Henry Bodgan, *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 2014, chap. 11 : « Guillaume II et la mer ».

⁶⁶ Le Royaume-Uni connut alors une véritable psychose d'invasion allemande par la mer ; à partir de 1905, plusieurs bases navales, dont Scapa Flow, furent construites en Écosse afin de pouvoir contrôler la mer du Nord ; un budget énorme fut englouti pour la mise en service des cuirassés *dreadnought*.

⁶⁷ Pour Guillaume II et l'amiral von Tirpitz, il ne fut effectivement jamais question de rivaliser avec la flotte britannique mais simplement de devenir la deuxième puissance maritime du monde (objectif fixé à 2/3 de la *Royal Navy*).

⁶⁸ L'exploitation et la répression mises en œuvre par les Britanniques en Chine et aux Indes avaient déjà été dénoncées avec virulence au milieu des années 1850 par l'écrivain Theodor Fontane (cf. T. Feral, *Contre la vie mutilée*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 21-29) ; on sait que le continent africain se verra lui aussi frappé par de cruelles exactions. L'expression employée ici par Hitler (*rücksichtslos verteidigen*) sera reprise le 29 avril 1945 par le maréchal Albert Kesselring (1885-1960) lors de l'arrivée des troupes américaines à Garmisch-Partenkirchen.

⁶⁹ La loi de conscription ne sera votée qu'en février 1916.

⁷⁰ Hitler emploie ici le mot *Wehrmacht*, à l'origine simple terme générique pour désigner la force militaire d'un pays — il apparaît dans cette acception au § 19 / alinéa 2 de la Constitution de Francfort de 1849 ainsi qu'au § 47 de la Constitution de Weimar de 1919 ; en mars 1935, le Führer en fera l'appellation officielle de l'armée du troisième Reich placée sous son commandement suprême (antérieurement *Reichswehr*).

⁷¹ Ce que fera le régime nazi dans le cadre de la « guerre totale » : 25 septembre 1944, création du *Volkssturm* ; 30 janvier 1945, discours radiodiffusé de Hitler exigeant que tout Allemand soit prêt à combattre, et ce sans considération de sexe, d'âge, de maladie ou d'infirmité ; projection à Berlin du

exactement nécessaire. Elle a toujours combattu avec les armes que requérait la réussite. Elle a guerroyé à l'aide de mercenaires⁷² tant que les mercenaires ont fait l'affaire ; elle n'a toutefois jamais hésité à puiser au tréfonds du précieux sang de la nation dans son ensemble dès lors que seul un tel sacrifice était à même d'apporter la victoire ; mais la détermination et l'acharnement à combattre, ainsi que la conduite sans ménagement des opérations, n'ont jamais varié d'un iota.

Pourtant, en Allemagne, on avait cultivé peu à peu par le biais de l'école, de la presse et des journaux satiriques, une image de l'Anglais, et presque encore plus de son Empire, qui ne pouvait qu'engendrer un aveuglement des plus pernicieux ; en effet, tout le pays fut progressivement contaminé par cette ineptie, et il en résulta une sous-estimation qui ne manqua pas de nous revenir cruellement en pleine figure. Cette fausse représentation était si profondément ancrée qu'on était persuadé que, avec l'Anglais, on avait affaire à un businessman aussi retors qu'incroyablement lâche sur le plan personnel. Que l'on n'ait pas pu réussir à constituer un empire mondial de la taille de celui de l'Angleterre simplement par la ruse et la filouterie, ça, nos augustes puits de science du corps professoral étaient malheureusement incapables de le concevoir. Les quelques personnes qui cherchaient à alarmer l'opinion prêchaient dans le désert ou se voyaient muselées. Je me souviens encore précisément de la bouille étonnée de mes camarades lorsque, en Flandre, nous nous étions retrouvés face aux tommies en chair et en os. Il n'avait fallu que quelques jours de combat pour que chacun soit gagné par l'intime conviction que ces Écossais ne correspondaient guère à ceux que l'on avait cru bon de nous camper dans les journaux satiriques et les rapports officiels⁷³.

C'est à cette époque que je me suis livré à mes premières considérations sur la fonctionnalité de la propagande.

Il est néanmoins évident que cette fausse représentation avait quelque chose de bon pour ses propagateurs ; on pouvait à l'aide de cet exemple — bien qu'infondé — démontrer le bien-fondé de la conquête économique du monde. Il n'y avait aucune raison pour que nous ne réussissions pas nous aussi à faire ce que l'Anglais réussissait à faire, d'autant que notre honnêteté considérablement plus grande — l'absence chez nous de cette « perfidie »⁷⁴ spécifiquement anglaise — apparaissait comme un atout certain. On espérait bien gagner de ce fait d'autant plus aisément la sympathie notamment des petites nations, ainsi que la confiance des grandes.

film *Kolberg* de Veit Harlan, long métrage en couleurs appelant la population allemande à faire bloc contre les alliés ; formation sommaire d'unités masculines des Jeunesses hitlériennes pour la défense jusqu'au-boutiste du territoire du Reich ; 3 février 1945, mobilisation des femmes et des jeunes filles dans le *Volkssturm* ; 19 mars 1945, activation des commandos *Werwolf* (précisions dans mon « *nazisme* » *en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010).

⁷² Au XVIII^e, des Allemands dans les colonies d'Amérique du Nord (sous le commandement du baron Friedrich Adolf von Riedesel) ; au XIX^e, les Gurkhas aux Indes, en Éthiopie et en Afghanistan, les Haoussa et Fanti en Afrique...

⁷³ Ce qui n'empêchera pas les propagandistes nazis de commettre exactement la même erreur en présentant à satiété les Soviétiques comme des « *sous-hommes primitifs et bestiaux* ». Dans un rapport secret d'août 1942 (cit. in Heinz Boberach, *Meldungen aus dem Reich*, Neuwied/Berlin, Luchterhand, 1965, p. 287), le Service des renseignements généraux et de la sécurité du Reich rapportait que, dès les premiers mois de la guerre contre l'Union soviétique, nombre de combattants avaient éprouvé le sentiment d'avoir été trompés : « *Leur première stupéfaction fut de voir la masse considérable d'armes, leur qualité technique, la gigantesque industrialisation* » ; si les « *Bolcheviques* » étaient capables de telles performances, sans doute n'étaient-ils pas aussi dégénérés qu'on avait cherché à le faire croire !!!

⁷⁴ Voir « *Das perfide Albion und der deutsch-britische Gegensatz unter Wilhelm II.* » (La perfide Albion et l'antagonisme germano-britannique sous Guillaume II), in Thomas Kielinger, *Grossbritannien*, Munich, Beck, 2009, pp. 170 sq.

Que les autres aient eu notre honnêteté en horreur, cela nous échappait totalement vu que c'était là notre credo tandis que le reste du monde voyait en notre comportement l'expression d'une duplicité machiavélique, et ce jusqu'au jour où la révolution⁷⁵, sans doute à son plus grand étonnement, vint lui fournir l'occasion de comprendre plus précisément en quoi résidait l'incommensurable bêtise de « la bonne foi » qui nous animait.

Il suffisait de penser à l'absurdité que représentait cette « conquête économique-pacifique » du monde pour aussitôt prendre clairement conscience de l'absurdité de la Triplice. Avec quel autre État pouvait-on bien s'allier ? Avec l'Autriche, pas question en tout cas de se lancer dans une guerre de conquête, ne serait-ce qu'en se limitant à l'Europe. C'est précisément en cela que consista dès le premier jour la faiblesse intrinsèque de l'Alliance. Un Bismarck⁷⁶ pouvait se permettre d'avoir recours à un tel expédient, mais c'était loin d'être dans les cordes de ses successeurs inexpérimentés⁷⁷, d'autant qu'on se trouvait maintenant à une époque où il y avait belle lurette que les fondements essentiels de l'Alliance conclue par Bismarck avaient fait leur temps⁷⁸; en effet, Bismarck tenait encore l'Autriche pour un État allemand. Cependant, avec l'introduction progressive du suffrage universel⁷⁹, ce pays s'était transformé en un foutoir parlementariste n'ayant plus rien d'allemand.

Ajoutons que, sur le plan de la politique raciale aussi, l'alliance avec l'Autriche était franchement néfaste. On tolérait l'éclosion à la frontière du Reich d'une nouvelle grande puissance slave dont le comportement envers l'Allemagne serait forcément un jour ou l'autre bien différent de celui, par exemple, de la Russie. Dans de telles conditions, l'Alliance ne pouvait qu'être vidée de son contenu et s'affaiblir d'année en année, et ce au fur et à mesure que les représentants de cette idée au sein de la Monarchie perdaient en influence et se trouvaient évincés des rôles de premier plan. Dès le tournant du siècle, l'alliance avec l'Autriche en était arrivée exactement au même stade que le pacte de l'Autriche avec l'Italie.

Là encore n'existaient que deux possibilités : ou bien on se faisait complice de la monarchie habsbourgeoise, ou bien on considérait comme absolument nécessaire de s'opposer au reflux de la germanité. Mais quand on s'engage dans pareille voie, cela se termine d'habitude généralement par la lutte ouverte.

La valeur de la Triplice ne pouvait être que psychologiquement modeste du fait que la solidité d'une alliance diminue à mesure qu'elle se borne de plus en plus à maintenir un statu quo. À l'inverse, une alliance sera d'autant plus forte que les parties contractantes peuvent espérer qu'elle leur permettra d'atteindre des objectifs expansionnistes précis et tangibles. Là encore et comme toujours, la force ne réside pas dans la défense mais dans l'attaque⁸⁰.

⁷⁵ Il s'agit de la révolution de 1918 dite « de novembre » (*Novemberrevolution*).

⁷⁶ Chancelier du Reich de mai 1871 à mars 1890, démis de ses fonctions par l'empereur Guillaume II, mort en 1898 à l'âge de 83 ans.

⁷⁷ Dans l'ordre : le général Georg Leo von Caprivi (1831-1899) jusqu'en 1894, Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingfürst (1819-1901) jusqu'en 1900, Bernhard von Bülow (1849-1929) jusqu'en 1909, Theobald von Bethmann Hollweg (1856-1921) jusqu'en 1917 ; pour Jacques Droz (*Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, p. 79), « des successeurs de Bismarck à la chancellerie [...], Bülow seul a[vait] quelque envergure, mais non l'autorité nécessaire pour exercer un pouvoir que Bismarck avait créé à sa taille » ; Hitler, on l'aura compris, les considérait tous comme de dangereux incapables.

⁷⁸ Cf. notes 11 et 16.

⁷⁹ Acquis en janvier 1907 pour les hommes (novembre 1918 pour les femmes).

⁸⁰ « *Angriff* » ; ce sera le titre de l'hebdomadaire créé à Berlin par Goebbels en mai 1927 ; cf. sur ce même site, « Art et littérature du troisième Reich », pp. 41-43.

Dès cette époque, ceci fut également reconnu de divers côtés, à l'exception malheureusement des prétendues « personnalités qualifiées ». Ce sera surtout celui qui n'était encore que le colonel Ludendorff, officier attaché au grand état-major, qui signalera ces défaillances dans un mémorandum en 1912⁸¹. Bien entendu, les « hommes d'État » n'accordèrent à la chose aucun prix ni aucune portée ; comme si l'on considérait d'une manière générale que la raison lucide ne doit opportunément se manifester que chez le commun des mortels mais a délibérément le droit d'arrêter toute activité dès lors qu'il s'agit de « diplomates ».

On peut dire que ce fut une chance pour l'Allemagne que la guerre de 1914 ait éclaté par le biais de l'Autriche⁸² contraignant de ce fait les Habsbourg à entrer dans la danse ; en effet, si cela avait été l'inverse, l'Allemagne aurait été seule. Jamais l'État habsbourgeois n'aurait pu participer ni même voulu participer à un conflit qui aurait eu l'Allemagne pour origine. Ce que l'on condamnera plus tard pour l'Italie⁸³, se serait alors produit encore plus tôt avec l'Autriche : on serait resté « neutre » pour au moins éviter à l'État d'être confronté d'emblée à une révolution ; le slavisme autrichien aurait préféré réduire la monarchie à néant dès 1914 plutôt que de lui permettre d'apporter son aide à l'Allemagne.

Rares furent toutefois à l'époque ceux qui eurent la capacité de comprendre l'ampleur des dangers et des complications résultant de l'alliance avec la monarchie danubienne.

Primo, l'Autriche possédait trop d'ennemis avides de recueillir l'héritage de cet État putrescent pour que ne s'installe pas fatalement au cours du temps une certaine haine de l'Allemagne en laquelle on voyait tout simplement la cause de l'empêchement du démantèlement de la monarchie, espéré et ardemment désiré de tous côtés. On finit par se persuader qu'on ne pourrait finalement atteindre Vienne qu'en passant par Berlin.

Secundo, l'Allemagne perdait de ce fait les meilleures et les plus prometteuses de ses possibilités d'alliance. Ce qui allait se solder par une détérioration toujours plus marquée de ses rapports avec la Russie et même l'Italie. De fait, à Rome, l'atmosphère générale était pro-allemande tandis que l'hostilité contre l'Autriche sommeillait dans le cœur du moindre des Italiens et souvent même s'enflammait.

⁸¹ Publié sous l'égide du chef du grand état-major Helmuth Johannes Ludwig von Moltke (1848-1916), le mémorandum d'Erich Ludendorff (1865-1937) préconisait une guerre préventive immédiate contre l'Entente qui passait par une augmentation considérable des effectifs de l'armée afin d'atteindre au plus vite les 800 000 hommes ; nommé général, puis chef d'état-major du maréchal Hindenburg en 1916, il institue la dictature militaire en Allemagne ; lorsque la défaite devient inéluctable, il impose un pouvoir civil — dirigé par Max von Baden (1867-1929) et composé de social-démocrates et de catho-centristes — qui est chargé de négocier l'armistice (ceux que Hitler appellera les « criminels de novembre/*Novemberverbrecher* ») ; révoqué en octobre 1918, il contribue à forger la légende du « coup de poignard dans le dos » et devient un des leaders de la lutte contre la République de Weimar ; après avoir participé au putsch hitlérien de Munich, le 9 novembre 1923, il rompt définitivement avec le chef nazi fin avril 1925 (déçu par son résultat ridicule — 1% — au premier tour des présidentielles le 29 mars, Hitler a appelé à soutenir Hindenburg au second tour) ; il fonde alors avec son épouse Mathilde la « Ligue Tannenberg » (*Tannenbergbund*), une secte prônant la libération de l'Allemagne des marxistes, juifs, francs-maçons, ainsi que du christianisme ; manifestant désormais une opposition ouverte à Hitler (cf. mon « *nazisme* » en dates, 31 janv. 1933), il ne sera jamais inquiété et bénéficiera d'obsèques nationales ; son ouvrage *La Guerre totale* exercera une grande influence sur Goebbels.

⁸² Suite à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo.

⁸³ Bien que membre de la Triple-Entente, l'Italie avait dans un premier temps refusé de s'impliquer dans le conflit, préférant se contenter d'observer l'évolution des événements ; elle rejoindra la Triple-Entente en mai 1915.

Comme on s'était désormais lancé dans une politique commerciale et industrielle, il n'existait plus aucune bonne raison pour une guerre contre la Russie. Seuls les ennemis des deux nations pouvaient encore y trouver un vif intérêt. Et ce furent effectivement en première ligne les Juifs et les Marxistes qui mirent tout en œuvre pour encourager et pousser à la guerre entre les deux États.

Tertio, cette alliance ne pouvait être à terme que porteuse d'un danger incommensurable pour l'Allemagne ; en effet, toute grande puissance franchement hostile au Reich bismarckien pouvait à tout instant et sans aucune difficulté réussir à mobiliser toute une série d'États contre l'Allemagne, étant en mesure de faire miroiter à chacun d'entre eux un enrichissement aux dépens de l'allié autrichien.

Contre la monarchie danubienne, c'est l'ensemble de l'Est de l'Europe qui pouvait qu'être rameuté, mais avant tout la Russie et l'Italie. La formation de la coalition internationale, dont le roi Édouard⁸⁴ avait en son temps pris l'initiative, n'aurait jamais abouti si justement l'Autriche en tant qu'alliée de l'Allemagne n'avait pas représenté un patrimoine excitant autant les convoitises⁸⁵. Ce n'est qu'ainsi qu'il devint possible de rassembler en un front offensif unique des États ayant par ailleurs des aspirations et des objectifs hétérogènes. En intervenant de concert contre l'Allemagne, chacun pouvait espérer s'enrichir aux dépens de l'Autriche. Que de surcroît la Turquie ait apparemment fait tacitement partie de cette alliance funeste⁸⁶, voilà qui augmentait ce danger dans des proportions absolument extraordinaires.

La mondiofinance juive internationale⁸⁷ se servait de ce miroir aux alouettes pour pouvoir réaliser le projet qu'elle nourrissait de longue date d'anéantir une Allemagne qui n'était pas encore soumise au contrôle général économique-financier de ce lobby supranational. Ce n'est qu'ainsi qu'on pouvait forger une coalition forte et courageuse de par les millions d'hommes constituant désormais ses armées en marche et prête à affronter le Siegfried à peau de corne⁸⁸.

⁸⁴ Édouard VII (1841-1910), initiateur de l'Entente cordiale (1904) et de la Convention anglo-russe (1907) qui déboucheront sur la Triple-Entente.

⁸⁵ Allusion aux Balkans ; voir à ce propos Henri Bodgan, *Histoire des pays de l'Est*, Paris, Perrin, 1990 ; Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991 ; Jean-Jacques Becker., « La guerre dans les Balkans », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 71 / 2003, pp. 4-16.

⁸⁶ Après sa défaite contre la Russie en 1878, le sultan ottoman Abdul Hamid, qui régna jusqu'en 1909, avait fait appel à l'Allemagne pour moderniser son armée (général Colmar von der Goltz) ; son successeur Mehmed V (1909-1918) fit de même, tout comme les Jeunes-Turcs (général Otto Liman von Sanders) qui rallièrent secrètement la Triplice (détail in Raymond Kévorkian, *Le Génocide des Arméniens*, Paris, O. Jacob, 2006, p. 223 sq.).

⁸⁷ « *Die internationale jüdische Weltfinanz* » ; sur la spécificité de la langue nazie, voir *Penser le nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 121-128.

⁸⁸ *Der gehörnte Siegfried* ; après avoir tué le dragon qui gardait le trésor des Nibelungen, Siegfried s'était baigné dans son sang, rendant ainsi sa peau dure comme de la corne ; l'expression, qui désigne ici l'Allemagne, tire son origine d'un chant en moyen haut allemand datant vraisemblablement du XIII^e siècle (trad. fr. Claude Lecouteux, Paris, Le Porte-Glaive, 1995) ; elle a été utilisée par Christian Friedrich Hebbel (1813-1863) pour intituler la première partie de son drame nationaliste *Les Nibelungen* (1861) qui sera joué à maintes reprises sous le troisième Reich (l'historien Erwin Martin a même démontré que certaines métaphores racistes de la troisième partie du drame de Hebbel ont été reprises par Hitler dans ses discours). L'expression apparaît également — dans une tout autre acception — chez Schopenhauer dans l'avant dernier paragraphe du « stratagème XXX » de *L'Art d'avoir toujours raison / Die Kunst, immer Recht zu behalten* (1831) : « *Denn gegen die Waffe der Gründe ist dieser, ex hypothesi, ein gehörnter Siegfried, eingetaucht in die Flut der Unfähigkeit zu denken und zu urteilen* » / « *Car contre cette arme, la raison est, ex hypothesi, aussi insensible qu'un Siegfried cornu* (traduction de Dominique Miermont, Paris, Mille et une nuits, 1998) *immérgé dans le flot de l'incapacité de penser et de juger* ».

L'alliance avec la monarchie des Habsbourg, qui déjà en Autriche n'avait cessé de me faire grincer des dents, commença alors à donner lieu en mon for intérieur à de longs épluchages qui ne firent par la suite qu'encore renforcer mon parti pris.

Dans les petits cercles que je fréquentais alors⁸⁹, je n'avais nullement fait mystère de ma conviction que ce funeste traité avec un État voué au déclin conduirait aussi à un effondrement catastrophique de l'Allemagne pour peu qu'on ne sache pas s'en détacher au moment opportun. Je n'avais pas non plus été ébranlé un seul instant dans cette ferme conviction lorsque, enfin, la tempête de la guerre mondiale parut avoir mis hors circuit toute réflexion rationnelle, et que le vertige de l'allégresse se fut emparé des organismes administratifs qui auraient dû s'en tenir à un réalisme marmoréen. Même au front, où que l'on ait parlé de ces problèmes, j'avais toujours affirmé mon opinion qu'il fallait en finir au plus vite avec l'alliance dans l'intérêt de la nation allemande et que l'abandon que la monarchie habsbourgeoise ne serait somme toute pas un sacrifice si cela devait permettre à l'Allemagne de réduire le nombre de ses adversaires ; car ce n'était pas pour pérenniser une dynastie dépravée que des millions d'hommes avaient coiffé le casque d'acier⁹⁰, mais bel et bien pour sauver la nation allemande.

Avant la guerre, il avait semblé à plusieurs reprises que, dans au moins un camp, un léger doute voulait se faire jour quant à la pertinence de la politique d'alliance choisie. Les milieux conservateurs allemands⁹¹ tentaient parfois de mettre en garde contre une trop grande crédulité mais, comme pour tout ce qui est raisonnable, on s'en fichait souverainement. On était persuadé d'être en bonne voie pour une « conquête » du monde dont la réussite serait énorme et le nombre de victimes égal à zéro.

Il ne restait encore une fois aux « non-qualifiés » patentés rien d'autre à faire qu'à regarder en silence pourquoi et comment les « personnalités qualifiées » marchaient tout droit à la ruine, entraînant derrière elles le bon peuple, tel le charmeur de rats de Hamelin⁹².



Pour tout dire, c'est dans la morbidité générale de l'ensemble de notre pensée politique que se trouvait la clé de ce qui faisait que l'on pouvait proposer à tout un peuple l'aberration d'une « conquête économique » en tant que praxis politique viable, et bien sûr la préservation de la « paix mondiale » en tant qu'objectif politique.

⁸⁹ On ne dispose jusqu'à présent d'aucun document à ce sujet.

⁹⁰ Le fameux « *Stahlhelm* » qui remplacera début 1916 le non moins fameux « casque à pointe » (*Pickelhaube*) des troupes allemandes ; *Stahlhelm* sera le nom de l'organisation paramilitaire nationaliste fondée en décembre 1918 par le capitaine en retraite et directeur d'entreprise chimique Franz Selte (cf. mon « *nazisme* » *en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, index, p. 460). Le casque d'acier sera un motif symbolique très prisé par les auteurs bellicistes réactionnaires de la République de Weimar, ainsi que par un tout un pan de la production « culturelle » du troisième Reich (voir à titre d'exemple les deux toiles d'Elk Eber, sur ce même site in « Art et littérature du troisième Reich », p. 22).

⁹¹ Voir à ce propos : Hélène Miard-Delacroix, « Les Conservateurs allemands dans l'Allemagne impériale » in Anne-Marie Saint-Gille *et al.*, *Cultures politiques et partis aux XIX^e et XX^e siècles : l'exemple allemand*, Lyon, Presses Univ., 2005, pp. 83-93 ; cf. également Hans-Ulrich Wehler, *Essai sur l'histoire de la société allemande 1870-1914*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2003, chap. 4, ainsi que Nicolas Patin, *La Catastrophe allemande*, Paris, Fayard, 2014, chap. 2.

⁹² Légende rendue célèbre par les frères Grimm ; lorsque le joueur de flûte eut entraîné derrière lui et noyé dans la Weser les rats qui infestaient la ville de Hamelin (Hameln en Basse-Saxe), les habitants refusèrent de lui payer son dû et le chassèrent à coups de pierres ; il revint quelques temps plus tard et emmena avec lui quelque cent trente enfants qu'on ne revit jamais.

Avec la marche triomphale de la technique et de l'industrie allemandes, ainsi que les succès sans cesse en progression du commerce allemand, on en vint à perdre de plus en plus conscience que tout cela n'était pourtant possible qu'à condition d'avoir un État fort. Au contraire, on allait même dans bien des milieux jusqu'à affirmer la conviction que l'État lui-même ne devait son existence qu'à ces phénomènes, qu'il était lui-même en premier lieu une institution économique, qu'il devait être gouverné en fonction des intérêts économiques et était par conséquent dans sa continuité dépendant de l'économie, ce qui était alors considéré et célébré comme représentant la situation de loin la plus saine et la plus naturelle.

Mais l'État n'a absolument rien à voir avec une quelconque conception économique ou un quelconque développement économique.

Il n'est pas un agglomérat de contractants économiques ayant pour but d'exécuter des tâches économiques dans un espace vital précisément délimité, mais tout au contraire l'organisation d'une communauté d'êtres vivants semblables physiquement et mentalement dans le souci de faciliter la perpétuation de leur espèce ainsi que d'atteindre le but existentiel assigné à cette dernière par la Providence. C'est cela et rien d'autre qui constitue la finalité et le sens d'un État. Dans ce contexte, l'économie n'est qu'un des nombreux moyens qui sont nécessaires pour atteindre ce but. Mais elle ne saurait être la causalité ni la finalité d'un État à moins que celui-ci ne repose d'emblée sur une base fautive parce que contre nature. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut expliquer que l'État en tant que tel n'implique en rien une délimitation territoriale. Cela ne sera une nécessité que pour les communautés raciales qui veulent assurer la subsistance de leurs congénères en se suffisant à elles-mêmes, autrement dit qui sont prêtes à se colleter avec l'existence par leur propre travail. Les ethnies⁹³ qui, tels les faux-bourdon⁹⁴ dans la ruche, ont le chic pour s'incruster dans l'humanité afin de profiter du labeur des autres sous de multiples prétextes, sont susceptibles de former des États quand bien même ne possèderaient-elles aucun espace vital délimité qui leur soit propre. Cela vaut en premier lieu pour cette ethnie dont le parasitisme affecte particulièrement aujourd'hui l'ensemble de l'humanité : la juiverie.

L'État juif n'a jamais été limité spatialement⁹⁵ ; au contraire, il s'est étalé sans limites dans le monde entier en s'en tenant toutefois partout à ne rallier qu'une seule race. C'est pourquoi cette ethnie a toujours formé un État à l'intérieur des États. Cela relève d'une des astuces les plus géniales jamais inventées que de faire voguer cet

⁹³ Pour qui s'étonnerait des traductions — différentes d'une fois à l'autre — que j'ai retenues pour le lexème « Volk », je rappelle ce qu'écrivait le juriste et philosophe antifasciste Hermann Heller (1891-1933) dans sa *Théorie de l'État (Staatslehre)*, réédition sous la direction de Gerhard Niemeyer, Tübingen, Mohr, 1983, p. 166) : « *Die außerordentliche Vieldeutigkeit des Wortes „Volk“...* » (L'extraordinaire polysémie/équivoque du mot „Volk“). Pour plus de précisions, voir le travail d'Eva Krosch, *Die Entstehung des Wortes „Volk“*, Düsseldorf, Heinrich-Heine-Universität, 2004 (passage en revue des multiples acceptions du mot du Moyen Âge à l'époque nazie). Cf. également les considérations à ce propos de Martin Heidegger in *Logik als die Frage nach dem Wesen der Sprache*, 1934 (trad. fr. *La Logique comme question en quête de la pleine essence du langage*, Paris, Gallimard, 2008).

⁹⁴ Considéré comme inutile parce que ne participant pas aux travaux de la ruche, et accusé en outre de consommer le miel fabriqué par les abeilles, le faux-bourdon est assimilé à un parasite ; le terme allemand *Drohne* a du reste aussi ce sens par extension. Dans le livre pour enfants *Der Pudelmopsdackelpinscher* publié en 1940, les juifs sont systématiquement comparés à des insectes (sauterelle, punaise...) ou animaux nuisibles (hyène, serpent...) ; le premier texte est consacré aux faux-bourdons (trad. in Ralph Keyzers, *L'Intoxication nazie de la jeunesse allemande*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 161-164).

⁹⁵ Que les juifs puissent posséder un territoire qui soit bien à eux, telle était la revendication de Theodor Herzl (1860-1904), auteur de *Der Judenstaat / L'État des juifs* (1896) ; sur les dissensions qui s'ensuivirent, voir Josy Eisenberg, *Une Histoire des juifs*, Paris, LdP, 1986, 4^e partie, chap. IV.

État sous le pavillon de la « religion », le garantissant par là même de la tolérance que l'Aryen est toujours prêt à concéder à une confession religieuse. Car en vérité la religion mosaïque n'est rien d'autre qu'une doctrine destinée à perpétuer la race juive. Voilà pourquoi elle englobe pratiquement tous les domaines de connaissance relevant de la sociologie, de la politique, ainsi que de l'économie, dès lors qu'ils peuvent présenter quelque intérêt.

L'instinct de conservation de l'espèce est la première cause de la formation des communautés humaines. Partant, l'État est un organisme ethno-racial et non une organisation économique. Une différence qui est aussi grande qu'elle reste incompréhensible surtout pour les soi-disant « hommes d'État » actuels. C'est la raison pour laquelle ceux-ci croient pouvoir bâtir l'État à partir de l'économie alors qu'il n'est en réalité et éternellement que le résultat de la mise en œuvre de ces qualités qui entrent en ligne de compte dans la volonté de perpétuation de l'espèce et de la race. Mais ces dernières sont toujours des vertus héroïques, à cent lieues de tout égoïsme mercantile, du fait que la pérennisation de l'existence d'une espèce suppose que l'individu soit déterminé à se sacrifier. C'est là le sens profond du mot du poète, « Si vous ne mettez la vie en jeu, jamais vous ne gagnerez la vie »⁹⁶ : le don de l'existence personnelle est indispensable pour assurer la pérennisation de l'espèce. En conséquence, la condition essentielle pour la formation et la perpétuation d'un État réside dans la présence d'un certain sentiment de cohésion basé sur une essence commune et une espèce commune, ainsi que dans la détermination à le défendre par tous les moyens. Cela conduira pour les communautés raciales possédant leur propre territoire à la formation de vertus héroïques, pour les parasites à une hypocrisie mensongère et à une cruauté perfide, à moins qu'il soit prouvé que ces caractéristiques étant innées, elles conditionnent d'entrée de jeu des existences étatiques si dissemblables. Il ne fait en tout cas aucun doute que la formation d'un État sera toujours, du moins originellement, le produit de la mise en œuvre de ces qualités, sachant néanmoins que, dans la lutte pour l'autoconservation, succomberont — c'est-à-dire seront asservis et finiront de facto par disparaître tôt ou tard — les ethnies qui, dans le combat les opposant les unes aux autres, posséderont le moins de vertus héroïques ou qui ne seront pas de taille à résister aux ruses mensongères de leur ennemi parasitaire. Mais même dans ce cas, ce n'est généralement pas tant un manque d'intelligence qui est en cause qu'un manque de détermination et de courage, lequel cherche à se camoufler sous le manteau de l'humanisme.

Le fait que la puissance intrinsèque d'un État ne coïncide que dans des cas extrêmement rares avec ce qu'il est convenu d'appeler la prospérité économique, montre de la façon la plus claire à quel point le lien est ténu entre les qualités qui président à la formation/pérennisation d'un État et l'économie, voire même que ladite prospérité économique pourrait bien être — d'innombrables exemples en témoignent — le signe précurseur du déclin prochain de cet État. Si la formation des collectivités humaines était réellement due en premier lieu à l'action ou même à l'impulsion des forces économiques, cela signifierait alors obligatoirement que l'État le plus développé sur le plan économique est celui qui possède également le maximum de puissance, et non l'inverse.

Que l'on puisse croire que c'est la vigueur économique qui préside à la formation/pérennisation de l'État, voilà qui paraît particulièrement incompréhensible lorsque cela a cours dans un pays dont toute l'histoire prouve le contraire de façon

⁹⁶ Friedrich Schiller, *Wallenstein*, 1^{ère} partie : « Le camp de Wallenstein », fin de la scène 11 (traduction d'Adolphe Régnier, Paris, Hachette, 1881).

claire et éloquente. La Prusse notamment fournit avec une prodigieuse précision la démonstration que ce ne sont pas les qualités matérielles mais uniquement les vertus morales qui permettent de fonder un État. C'est seulement sous leur patronage que l'économie peut alors prendre son essor, ce qui ne dure que jusqu'au jour où, avec l'écroulement des pures capacités ayant présidé à la formation de l'État, l'économie elle aussi s'écroule ; un processus que nous pouvons justement observer actuellement de manière si affligeante. Les intérêts matériels des hommes ne connaissent jamais une aussi forte croissance que tant qu'ils restent dans l'ombre des vertus héroïques ; mais dès qu'ils cherchent à occuper le premier rang dans l'existence, ils détruisent eux-mêmes ce qui conditionne leur propre avenir.

Chaque fois que l'Allemagne a connu un essor de sa puissance politique, le niveau économique s'est lui aussi mis à s'élever ; mais chaque fois que l'économie est devenue l'unique préoccupation de la vie de notre communauté raciale et a étouffé sous elle les vertus spirituelles, alors on a vu l'État s'effondrer et entraîner sous peu l'économie dans son sillage.

Si on se pose toutefois la question de savoir quelles sont réellement les forces qui président à la formation ou ne serait-ce qu'à la pérennisation de l'État, on ne peut alors que les englober dans une unique spécification : capacité et volonté de totale abnégation de l'individu au service de la collectivité. Que ces vertus n'aient absolument rien à voir avec l'économie, la simple constatation que les hommes ne se sacrifient jamais pour cette dernière en témoigne ; autrement dit : on ne meurt pas pour des activités commerciales mais seulement pour défendre des idéaux. Il n'existait pas de meilleure preuve de la supériorité psychologique de l'Anglais en matière de connaissance de l'âme des peuples que la motivation qu'il avait su donner à son combat. Tandis que nous nous battions pour notre pain, l'Angleterre luttait pour la « liberté », et encore même pas pour la sienne, mais pour celle des petites nations⁹⁷. On se gaussait chez nous de ce toupet ou on s'en offusquait, prouvant par là combien la prétendue diplomatie allemande était déjà avant la guerre irréfléchie et stupide. On n'avait plus la moindre notion de la nature de cette force qui est à même de faire marcher à la mort les hommes de leur propre chef et de leur plein gré.

Tant que la communauté raciale populaire allemande a cru en 1914 qu'elle se battait pour des idéaux, elle a réussi à tenir bon ; dès qu'on la fit combattre dans le seul but de gagner son pain quotidien, elle préféra déclarer forfait.

Nos « hommes d'État » si pleins d'esprit s'étonnèrent de ce changement de mentalité⁹⁸. Ils ne purent jamais concevoir qu'un individu, à partir du moment où il se bat pour un intérêt économique, cherche autant que possible à se soustraire à la mort du fait que celle-ci le priverait à jamais de la jouissance du fruit de son combat. Le souci de protéger l'enfant qui est le sien métamorphose la mère la plus chétive en héroïne, et c'est de tout temps seul le combat pour la pérennisation de l'espèce — et

⁹⁷ Ironique ! Il va de soi que cette aide de l'Angleterre aux « petites nations » entrainait depuis le Congrès de Vienne (cf. Annie Jourdan, in *Napoleonica. La Revue* 3/2015 / n° 24, pp. 110-125) dans le cadre de sa politique impérialiste ; à ce propos, voir p. ex. Wilhelm Dibelius, *England*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1923, vol. 1, pp. 116-118 (Dibelius, 1876-1931, était titulaire de la chaire d'anglistique à l'université de Bonn puis Berlin ; son ouvrage a partiellement subi le contrecoup de la défaite de 1918).

⁹⁸ On sait que l'entrée en guerre de l'Allemagne s'était déroulée dans une atmosphère de liesse quasi générale à laquelle avaient participé nombre d'intellectuels de renom (cf. le célèbre « Manifeste des 93 ») à l'effarement des défenseurs de la paix (Hermann Hesse, Heinrich Mann...) ; mais cette exaltation chauvine n'avait pas duré... Cf. Gilbert Badia *et al.*, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Messidor/ Éditions Sociales, 1987, vol. 1, pp. 13-15.

du foyer ou encore de l'État assurant sa protection — qui a poussé les hommes à affronter les lances de l'ennemi.

On est en droit d'ériger en vérité éternelle la sentence suivante :

Jamais encore un État n'a été fondé grâce à l'économie pacifique ; au contraire cela s'est toujours fait uniquement à partir des instincts visant à perpétuer l'espèce, peu importe que ceux-ci se manifestent par le biais des vertus héroïques ou par celui de la fourberie scélérate ; dans le premier cas, on obtient des États aryens basés sur le travail⁹⁹ et ancrés culturellement¹⁰⁰, dans l'autre des colonies juives de parasites. Mais quand l'économie en tant que telle commence dans une communauté raciale ou dans un État à étouffer ces instincts, elle joue alors le rôle de catalyseur de l'asservissement et de l'oppression.

La croyance d'avant-guerre, qui voulait que la nation allemande puisse se positionner sur le marché international voire conquérir le monde par la voie pacifique de la politique commerciale et coloniale, relevait du tableau classique de la perte des vertus authentiques présidant à la formation/pérennisation d'un État, ainsi que de toute la capacité de discernement, force de caractère et détermination dans l'action qui en découlent. ; la loi de la nature ne manqua pas d'en présenter la facture sous la forme de la guerre mondiale avec ses conséquences.

Pour celui qui n'allait pas au fond des choses, il est vrai que cette attitude de la nation allemande — car elle fut réellement quasi générale — ne pouvait que représenter une énigme insoluble : l'Allemagne n'était-elle pas justement un exemple tout à fait admirable d'un empire ayant vu le jour sur les bases d'une pure politique de puissance ! La Prusse — la cellule souche du Reich — n'avait émergé que grâce à son rayonnement héroïque¹⁰¹ et non grâce à des opérations financières ou des affaires commerciales, et le Reich lui-même n'avait été à son tour que la récompense la plus magnifique pour une gouvernance basée sur la politique de puissance ainsi que pour la vaillance de soldats méprisant la mort¹⁰². Comment était-il possible que la morbidité ait frappé dans son instinct politique précisément la communauté raciale populaire allemande ? Car il ne s'agissait pas là d'un phénomène isolé mais de facteurs de décadence qui, dans des proportions vraiment effrayantes, tantôt s'enflammaient tels des feux follets pour hanter le corps de la communauté raciale, tantôt rongeaient tous azimuts la chair de la nation comme le font les ulcères infectieux. On aurait dit qu'un flot continu de poison était injecté par une force mystérieuse jusque dans le moindre des vaisseaux sanguins de ce corps jadis

⁹⁹ Hitler emploie le terme « *Arbeitsstaat* » (État du Travail) ; Ernst Jünger (1895-1998) en fera un concept dans son essai/manifeste politique *Der Arbeiter (Le Travailleur)* paru à l'automne 1932 (trad. fr. Paris, Bourgois, 2001 ; voir aussi Jean-Michel Palmier, *Ernst Jünger*, Paris, Hachette, 1995, chap. 2).

¹⁰⁰ « *Kulturstaat* », un des maîtres-mots des thuriféraires de la « révolution conservatrice » ; cf. Edmond Vermeil, *Doctrinaires de la révolution allemande*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1948 ; Fritz Stern, *Politique et désespoir*, Paris, Colin, 1990 ; Louis Dupeux *et al.*, *La Révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*, Paris, Kimé, 1992.

¹⁰¹ Cf. Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, pp. 12-18 ; voir aussi Jean-Paul Bled, *Histoire de la Prusse*, Paris, Fayard, 2007.

¹⁰² En juillet 1870, Bismarck réussit à mobiliser l'Allemagne entière contre Napoléon III ; après la victoire de Sedan (2 septembre 1870), tous les États allemands finirent par accepter de se fédérer autour de la Prusse et d'offrir la couronne impériale à son roi, Guillaume de Hohenzollern ; la proclamation du Reich et l'intronisation de l'empereur Guillaume I^{er} eurent lieu au château de Versailles le 18 janvier 1871.

héroïque afin d'aboutir à une paralysie toujours plus marquée de la saine raison¹⁰³ et de l'instinct élémentaire d'autoconservation.

Ayant passé entre 1912 et 1914 maintes fois en revue toutes ces questions suscitées par mon positionnement envers la politique allemande d'alliance et la politique économique du Reich, je n'eus pas d'autre recours, pour avoir le fin mot de l'affaire, que de mettre en cause cette force que j'avais précédemment appris à connaître — pour d'autres motivations — à Vienne : le Marxisme en tant que théorie et conception du monde, sans oublier l'impact de ses organisations¹⁰⁴.

C'était la deuxième fois dans ma vie que je m'immergeais dans cette doctrine de la destruction — cette fois, il est vrai, non plus sous l'influence et la pression de mon entourage quotidien¹⁰⁵, mais en m'en remettant à mon observation des événements généraux de la vie politique. En même temps que je me replongeais dans la littérature théorique de ce monde nouveau¹⁰⁶ et cherchais à y voir clair dans ce qui pouvait en résulter, je faisais le parallèle avec la réalité des faits et des événements qui jalonnaient notre vie politique, culturelle, et aussi économique.

Mais c'était la première fois que concentrais également mon attention sur ce qui avait été tenté pour venir à bout de cette peste mondiale.

J'étudiai la législation d'exception de Bismarck¹⁰⁷ du point de vue du projet, de la lutte conduite, et du résultat obtenu. C'est ainsi que j'en vins peu à peu à obtenir ce véritable socle granitique sur lequel allait reposer mes convictions personnelles, tant et si bien que je ne fus plus jamais contraint depuis cette époque de procéder à une révision des conceptions qui dès lors m'habiteront. De même me livrai-je à un examen complémentaire minutieux de la relation existant entre le Marxisme et la Juiverie.

Si toutefois précédemment à Vienne l'Allemagne m'était avant tout apparue comme un colosse inébranlable, il n'était pas rare désormais que je sois assailli par des doutes qui me remplissaient d'angoisse. En mon for intérieur et dans le cercle restreint de mes connaissances, je m'insurgeais contre la politique extérieure allemande aussi bien que contre — selon moi — l'incroyable légèreté avec laquelle on traitait le problème primordial existant à cette époque pour l'Allemagne : le Marxisme.

Je n'arrivais vraiment pas à comprendre comment on pouvait aussi aveuglément aller en chancelant¹⁰⁸ au-devant d'un danger dont les retombées — conformément

¹⁰³ « *Gesunde Vernunft* » ; sans doute un emprunt à la très célèbre sentence de Hegel (*Phénoménologie de l'esprit*) selon laquelle « **la saine raison** sait immédiatement ce qui est juste et ce qui est bien » (« [...] **die gesunde Vernunft** unmittelbar weiß, was recht und gut ist », *Phänomenologie des Geistes*, Berlin, Duncker/Humboldt, 1832 [Schulze éd.], p. 345 ; toutefois Hitler, comme à son habitude, en détourne la signification ; il isole la formule de son contexte éthique et lui donne un sens social-darwiniste.

¹⁰⁴ En 1912, le Parti social-démocrate d'Allemagne (*SPD*) comptait 1 million d'adhérents et représentait 35% au plan électoral ; son action militante s'appuyait sur une presse puissante (avec comme organe central le *Vorwärts*), des associations sportives, culturelles et de loisirs ; il avait en outre la mainmise sur la confédération nationale des syndicats (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands* = *GGD*).

¹⁰⁵ Cf. chap. 2, dernier § de la section 1, et chap. 2, section 2, pp. 1-11.

¹⁰⁶ « *neue Welt* » : allusion ironique à la prétention du mouvement socialiste de refaire le monde ; *Die Neue Welt* (Le nouveau monde) était le supplément culturel hebdomadaire de la presse social-démocrate (550 000 exemplaires en 1912) ; l'hebdomadaire à vocation théorique s'appelait *Die Neue Zeit* (L'ère nouvelle ; environ 10 000 exemplaires en 1912).

¹⁰⁷ C'est-à-dire les lois antisocialistes en vigueur entre 1878 et 1890 ; voir Anne Deffarges, *La Social-démocratie sous Bismarck*, Paris, L'Harmattan, 2013.

¹⁰⁸ Cf. l'avertissement de Moïse à ceux qui n'obéiraient pas aux préceptes édictés par Dieu, in *Ancien Testament, Deutéronome XXVIII / 29* : « Tu iras à tâtons en plein midi comme l'aveugle va à tâtons

aux noirs desseins du Marxisme — s'avèreraient fatalement un jour monstrueuses. J'ai dès cette époque, dans mon entourage tout comme aujourd'hui à grande échelle, mis en garde contre cette parole lénifiante de tous les minables et lâches : « À nous, rien ne peut arriver ! ». Un semblable état d'esprit pestilentiel avait déjà jadis détruit un empire gigantesque¹⁰⁹. Comment concevoir que seule l'Allemagne ne serait pas soumise exactement aux mêmes lois que les autres communautés humaines ?

En 1913 et 1914, l'occasion m'a été également donnée pour la première fois d'exprimer dans divers cercles¹¹⁰ — dont une partie compte aujourd'hui au nombre des fidèles du mouvement national-socialiste — la conviction que la question de l'avenir de la nation allemande était liée à la question de l'anéantissement du Marxisme¹¹¹.

À mes yeux, la funeste politique d'alliance de l'Allemagne n'était qu'une des conséquences engendrées par le travail de désagrégation de cette doctrine ; car ce qui était horrible, c'était assurément que ce poison détruisait d'une façon quasi indiscernable tous les fondements d'une conception saine de l'économie et de l'État sans que ceux qui étaient sous son empire en viennent, d'une façon générale, à soupçonner que tout ce qu'ils faisaient et voulaient n'était déjà plus que l'émanation de cette conception du monde qu'ils rejetaient par ailleurs avec la plus grande virulence.

À cette époque, il y avait belle lurette que s'était engagé le processus du déclin interne de la communauté raciale allemande sans que les individus — comme c'est si souvent le cas dans la vie — aient pour autant réalisé qui était le fossoyeur de leur existence¹¹². On tentait parfois tant bien que mal de remédier à la maladie, mais alors

dans les ténèbres » ; XXVIII / 32 : « *Tes fils et tes filles seront livrés à un autre peuple* » ; XXVIII / 33 : « *Le fruit de ta terre et le fruit de ta peine, un peuple que tu ne connais pas les mangera. Tu ne seras jamais qu'exploité et écrasé* ».

¹⁰⁹ Voir Edward Gibbon, *Histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain*, Paris, Ledentu, 1828, vol. 7, pp. 322-323 : « *L'expérience et le christianisme avaient assez démontré la vanité de ces espérances superstitieuses qui promettaient à Rome, d'après la volonté des dieux, qu'elle règnerait à jamais sur les nations de la terre ; mais ses hommes d'État et ses jurisconsultes [...] soutenaient toujours les orgueilleuses prétentions d'un empire éternel et indestructible* » (La traduction allemande de cet ouvrage — apparemment connue tout au moins fragmentairement par Hitler — a fait figure, depuis les années 1800 et jusqu'à il n'y a pas si longtemps, de référence historiographique quasi absolue ; une nouvelle édition intégrale retravaillée — *Verfall und Untergang des Römischen Imperiums* — a été publiée chez DTV en novembre 2003) ; cf. également Friedrich Nietzsche, *L'Antéchrist* (1896), § 58 : « *Le christianisme a été le vampire de l'Empire romain* » ; Nietzsche fait du christianisme l'arme utilisée par le juif saint Paul pour détruire Rome (pour Hitler, le parallèle avec le marxisme est évident).

¹¹⁰ Aucune preuve, nulle part, de ce « militantisme » précoce ; en vérité, Hitler ne fréquentera les cercles politiques d'extrême-droite qu'à partir des années 1920 ; voir p. ex. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972, p. 29.

¹¹¹ Et donc de l'anéantissement des juifs (la **question** juive) ; cf. Discours de Hitler pour la refondation de la NSDAP à la brasserie Bürgerbräu de Munich, 27 février 1925 (« Schlüsseltexte und -dokumente zur Geschichte des Nationalsozialismus, www.kurt-bauer-geschichte.at, p. 6) : « *Combattre la puissance diabolique qui a précipité l'Allemagne dans cette misère, combattre le Marxisme ainsi que le vecteur spirituel de cette peste mondiale et pandémie, le JUIF* » (« *Kampf der Teufelsmacht, die Deutschland in dieses Elend hineingestürzt [hat], Kampf dem Marxismus sowie dem geistigen Träger dieser Weltpest und Seuche, dem Juden* »).

¹¹² La défense de cette existence (« *Dasein* ») sous la conduite du *Führer* légitimant l'anéantissement de tout ce qui est susceptible de lui porter préjudice, en premier lieu la « juiverie » dont le marxisme est la principale incarnation militante (cf. « [...] *kämpfen : gegen den Juden als Person und den Marxismus als seine Sache* », in Discours de Hitler pour la refondation de la NSDAP, www.kurt-bauer-geschichte.at).

sans faire la distinction entre ses formes symptomatiques et son agent pathogène. Du fait qu'on ne connaissait pas ou qu'on ne voulait pas connaître celui-ci, le combat que l'on prétendait mener contre le Marxisme équivalait au boniment d'un marchand d'orviétan¹¹³.

—.Fin du chapitre 4 —

© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / mai 2016

**Tout emprunt à cette traduction et aux commentaires qui l'accompagnent
est autorisé sous réserve de la mention :**

T. Feral, Ce que dit réellement Mein Kampf, www.quatre.com, mai 2016.

geschichte.at, p. 7) ; sur ce qui se cache réellement derrière la notion de « *Dasein* » chez Hitler et chez Heidegger (dont pour certains l'ouvrage *Sein und Zeit / Être et temps* serait carrément le symétrique universitaire de *Mein Kampf*), voir François Rastier, « Heidegger aujourd'hui - ou le Mouvement réaffirmé », in *Labyrinthe* 33/2009, pp. 71-106, ainsi que Emmanuel Faye, « Antisémitisme et extermination : Heidegger, l'œuvre intégrale et les Cahiers noirs », in *Cités* 2015/1 (n°61).

¹¹³ « *kurpfuscherische Salbaderei* » ; le marchand d'orviétan était le charlatan ambulante qui vendait des drogues soi-disant miraculeuses sur les places publiques.